

Quelle forme de laïcité appliquée au sein des structures d'accueil permet de répondre au respect des croyances des familles ?



Cerone, Romina

Référent thématique : Pont Christophe

École supérieure, domaine social, Valais

Filière EDE – Promotion 2014

Sierre, le

Résumé de la recherche :

Ce travail de mémoire porte sur le concept de deux formes de laïcité : la laïcité exclusive et celle d'ouverture. Afin de rédiger cette étude sur la thématique du respect des croyances des familles, la manière documentaire a été utilisée. Initialement, les deux formes de laïcité ont été différenciées. Puis, dans un second temps, les fondements prévalant dans chacune de ces formes de laïcité ont été exposés. Enfin, deux entretiens avec des spécialistes de ce domaine ont été menés, dans le but d'approfondir le rôle de l'EDE ainsi que la fonction du cadre institutionnel. Les résultats de cette recherche sont nuancés. Il a été relevé que le respect est manifesté de manière différente, en fonction du type de laïcité en vigueur. En effet, la laïcité exclusive permet la neutralité confessionnelle et préserve la paix publique, en ne permettant aucun signe religieux dans la sphère publique. En revanche, la laïcité d'ouverture accorde une place à l'expression des pratiques et signes religieux dans l'espace privé et public pour autant qu'ils n'induisent pas d'atteinte au respect et à la liberté d'autrui.

Mots-clés :

Croyances – Respect – Laïcité – Religion

Remerciements :

Je souhaite remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail, en particulier mon référent thématique, Monsieur Pont Christophe, pour son accompagnement tout au long de ce travail. J'adresse également mes plus vifs remerciements à mes relecteurs : Leuba Lina, Nanchen Françoise, Lettieri Nadia, Ischi Séverine et Glauser Alain.

Un merci particulier à toutes les personnes qui ont pris du temps pour répondre à diverses questions concernant cette problématique.

Avertissement :

« Les opinions émises dans ce document n'engagent que leur auteur, qui atteste que ce document résulte de son propre travail. »

Illustration

L'illustration de la page de titre est tirée de : CAL Luxembourg, (2015).
L'interculturalité.

Accès : <http://www.laiciteluxembourg.be/interculturalite/>

Table des matières

1. Introduction	1
1.1. Cadre de recherche	1
1.1.1. Illustration	1
1.1.2. Thématique traitée	1
1.1.3. Intérêt présenté par la recherche	2
1.2. Problématique	3
1.2.1. Question de départ	3
1.2.2. Précisions, limites posées à la recherche	3
1.2.3. Objectifs de la recherche	3
1.3. Cadre théorique	4
1.4. Cadre d'analyse	6
1.4.1. Terrain de recherche et échantillon retenu	6
1.4.2. Méthodes de recherche	7
1.4.3. Méthodes de recueil des données et résultats de l'enquête	8
2. Développement	9
2.1. Sphère privée et sphère publique	9
2.2. Rapport à la religion et aux croyances	12
2.2.1. Laïcité exclusive	12
2.2.2. Laïcité d'ouverture	13
2.3. Rôle professionnel EDE et positionnement des institutions	15
3. Conclusion	23
3.1. Résumé et synthèse des données traitées	23
3.2. Analyse et discussion des résultats obtenus	24
3.3. Limites du travail	27
3.4. Perspectives et pistes d'actions professionnelles	28
3.5. Remarques finales	29
4. Table des références	32

Table des annexes

Annexe I : Grille d'entretien (vierge)

Annexe II : Grilles de dépouillement (extraits)

Annexe III : Extraits de la retranscription d'un entretien enregistré

Annexe IV : Articles de loi

1. Introduction

1.1. Cadre de recherche

1.1.1. Illustration

Pour Axel Honneth, ... le respect de soi est un enjeu, une quête qui ne se déroule pas que dans l'espace protégé de la famille, mais qui concerne les institutions. ... Il serait temps aujourd'hui de garantir une place à chacun, et d'entrer dans une culture d'accueil inconditionnel, qui est peut-être la première condition du respect. (Ott, 2012, p. 65)

Cette citation illustre parfaitement le rôle primordial du respect pour toute personne exerçant la profession d'éducatrice¹ de l'enfance. En effet, le respect est une valeur qui présente une multitude d'aspects différents. Dans le cadre de ce travail de mémoire, l'intérêt sera porté principalement sur la question du respect des croyances des familles qui ont un enfant dans une structure d'accueil.

À plusieurs reprises, j'ai assisté, dans mon expérience pratique, à des situations où l'équipe éducative était confrontée à des religions différentes que celles majoritairement partagées au sein de la société où se trouvait la structure d'accueil. C'est alors que des situations d'embarras, de tabous ou d'incompréhension se sont créées. Par exemple, lors d'une fête du " Petit Noël " de la crèche, deux familles, qui ne fêtaient pas Noël, ont été invitées. L'équipe éducative ne savait pas s'il était opportun de leur transmettre cette invitation, par respect de leurs croyances, mais elle avait aussi le souci qu'elles ne se sentent pas exclues ou mises à l'écart. En effet, tous les autres parents étaient conviés à cette rencontre. « *Il s'agit pour les professionnels d'aller à la rencontre de l'autre pour se placer dans une position d'écoute et de compréhension afin de saisir le sens ou la valeur sous-jacente que ces parents donnent à leurs pratiques éducatives* » (Leblanc-Guillois, 2015, p. 22).

Suite à ces événements, j'ai gardé à l'esprit ce questionnement : Comment faire au mieux pour respecter les croyances des familles ? Myriam Mony soulève également ces mêmes questions :

Comment " vivre ensemble " dans le respect de chacun ? Cette question d'actualité, bien souvent traitée de façon polémique, partisane, voire politicienne, constitue un véritable enjeu de société. ... Comment, dans une collectivité marquée par une grande mixité sociale et culturelle, penser l'accompagnement éducatif des jeunes enfants à la rencontre de l'autre ? Comment penser religion ... ? Cette réflexion est au cœur des liens entre laïcité et reconnaissance de la diversité. (Mony, 2011, pp. 26-27)

Jusqu'à présent, ce sujet n'a pas pu être approfondi de manière détaillée ni dans le cadre de la formation d'EDE ni lors d'une formation continue. Par conséquent, mes interrogations sur le thème du respect des croyances, couplé à celui de la laïcité, demeurent. À ce propos, deux formes de laïcité seront développées, afin d'examiner laquelle pourrait répondre au mieux à cette thématique.

1.1.2. Thématique traitée

La diversité et l'interculturalité religieuses sont des phénomènes sociaux en constante évolution et sujets à divers changements. En effet, en Suisse, plus de dix communautés religieuses sont recensées (Office fédéral de la statistique, 2016, Migration et intégration). De plus, les événements socio-politiques actuels ont un impact sur les professions du social. Je me suis donc demandée comment nous pourrions faire face à ces faits d'actualité, en structure d'accueil, notamment dans le respect des croyances des familles, tout en tenant compte de la collectivité et du principe du " vivre ensemble ".

¹ Par souci de simplification, considérant qu'une majorité de professionnels de l'enfance sont de sexe féminin, le terme suivant sera employé au féminin : " éducatrice de l'enfance ".

À ce sujet, le concept de laïcité exclusive, privilégiant une " mise à distance " des croyances, est très controversé. D'une part, des personnes soutiennent son aspect positif, en soulignant des facettes comme la neutralité, la liberté de conscience et l'anti-discrimination. D'autre part, certains critiquent cette forme de laïcité, car elle aurait comme conséquence des phénomènes tels que l'anti-religion, le tabou et le manque de reconnaissance. En revanche, la laïcité d'ouverture, qui englobe un souci d'intégration des croyances, permettrait une transmission des valeurs patrimoniales, culturelles et religieuses. Néanmoins, certains lui reprocheraient de ne pas être pertinente, parce qu'elle tend à ne pas être neutre dans l'espace public et à manquer de reconnaissance vis-à-vis des communautés religieuses autres et souvent minoritaires.

Un certain nombre de professionnelles sont confrontées quotidiennement à cette réalité d'appartenances et de croyances multiples. Ainsi, la prise en charge des personnes suivies génère une multitude d'enjeux sous-jacents, comme le climat de confiance entre l'EDE et les parents, le respect de la collectivité, l'aspect socio-culturel des croyances, etc. Afin de garantir une éthique professionnelle et une qualité de travail, ce sujet doit être abordé et approfondi. La laïcité est un concept permettant une réflexion profonde vis-à-vis de ce thème, dans le domaine de l'accompagnement éducatif que les EDE offrent aux familles.

Par conséquent, la problématique de cette recherche réside dans la pertinence ou non d'une forme de laïcité choisie. Elle engendre également d'autres questionnements tels que : Quelle est la visée de la laïcité d'ouverture ? Quels sont les objectifs de la laïcité d'exclusion ? Comment, dans le champ de l'accueil et de l'éducation, favoriser un mieux " vivre ensemble ", tout en accompagnant les singularités ? Comment concilier égalité et respect de la diversité, dans les établissements d'accueil de jeunes enfants, en tenant compte des croyances et des appartenances des familles ?

1.1.3. Intérêt présenté par la recherche

Ma principale motivation personnelle concernant ce thème est le fait qu'étant croyante, j'appartiens à une religion qui n'est pas partagée par un nombre élevé de personnes dans la région où j'habite. En effet, j'ai dû, à plusieurs reprises, faire face, durant mon enfance, à des incompréhensions, des moqueries, des stéréotypes et des préjugés de la part d'autres enfants, de leurs familles, mais aussi du personnel éducatif. Pour cette raison, le respect des différences quelles qu'elles soient, mais notamment en relation avec la religion et les croyances des personnes, me tient particulièrement à cœur. Il s'agit d'ailleurs d'une valeur que je considère comme primordiale dans le champ d'action professionnel social.

Toutes mes expériences professionnelles se sont déroulées dans des structures d'accueil qui ont une forme de laïcité d'ouverture. Ma deuxième période de formation pratique a été effectuée dans une crèche prônant une forme de laïcité exclusive en matière de bricolage, par exemple, ne proposant aucun type d'activité créatrice à caractère religieux. Néanmoins, je n'ai jamais travaillé dans une structure d'accueil défendant une laïcité exclusive dans sa globalité. Il me semble donc important, d'une part, d'approfondir les avantages ou les inconvénients d'une structure d'accueil laïque ouverte et, d'autre part, de les comparer à ceux d'un lieu d'accueil laïc exclusif, afin de mettre en évidence les pratiques qui respectent au mieux les croyances de chaque famille.

Puis, j'ai été confrontée à diverses situations durant lesquelles l'équipe éducative ne savait pas quelle explication donner aux autres enfants. Elle se demandait de quelle manière poser certaines questions aux familles concernées, car elle avait peur de rentrer dans leur intimité et de rompre le lien de confiance établi.

De plus, le quotidien d'un grand nombre de structures d'accueil est influencé par des phénomènes religieux. C'est pourquoi, le but de ce travail est de faire prendre conscience de ces faits et, comme expliqué précédemment dans l'illustration, de contribuer au respect des croyances des familles. En conséquence, l'une de mes principales motivations est de

définir plus clairement quelles démarches et quelle posture professionnelle peut entreprendre et adopter l'EDE, au sein de l'institution, en fonction de la forme de laïcité appliquée. De cette manière, la prise en compte du singulier dans le collectif pourra être précisée, tout comme l'importance du partenariat parents-EDE.

Un autre enjeu professionnel très important est de tenir compte des sentiments de l'enfant sans qu'il ne ressente une différence embarrassante par rapport à sa culture religieuse. L'objectif est qu'il puisse participer pleinement à la prise en charge et aux démarches accomplies par l'EDE.

Ce travail donnera également l'occasion d'explorer diverses pistes d'action que l'EDE pourra mettre en œuvre, par rapport à l'ensemble du groupe d'enfants, ce qui permettra de faire naître un esprit d'ouverture, de tolérance et de respect. En outre, j'ai souhaité réaliser ce travail, car je voulais approfondir l'équilibre entre la reconnaissance des croyances des familles et le respect de la mission d'une institution neutre de qualité.

1.2. Problématique

1.2.1. Question de départ

Afin de traiter le thème du respect des croyances des familles, dont un ou plusieurs enfants sont accueillis au sein d'une structure d'accueil, ce travail de recherche a été abordé à partir de la question de départ suivante :

Quelle forme de laïcité (laïcité exclusive ou d'ouverture), appliquée au sein d'une structure d'accueil, permet de répondre au mieux au respect des croyances des familles ?

Lors de l'élaboration de ce travail de mémoire, cette problématique a été identifiée sous l'aspect socio-politique de la question, en prenant en compte la dimension éthique. Par conséquent, l'angle psychologique n'a pas été retenu dans cette recherche.

1.2.2. Précisions, limites de la recherche

Par souci de respecter les directives de ce travail, concernant le temps imparti et le nombre de pages limité, ni les domaines relatifs à la communication, ni l'aspect linguistique, appartenant au champ de l'interculturalité, n'ont été abordés. Aucune référence n'a été faite aux disciplines et sciences relatives à la santé physique, ces dernières n'ayant aucun lien direct avec ce thème. Une autre limite à cette étude concerne le domaine de l'éducation : aucune pédagogie en particulier n'a été traitée, comparée ou analysée.

Dans le cadre de ce travail, il a été décidé de ne pas cibler de tranche d'âge spécifique, car cette recherche touche au respect des croyances des familles. Elle concerne donc tous les enfants âgés de trois mois à douze ans qui bénéficient des services de structures d'accueil de l'enfance.

Une autre limite est de n'avoir approfondi que le rôle des institutions et des professionnelles de l'enfance. En effet, même si certains aspects concernant les parents et les enfants ont été pris en considération, leurs points de vue n'ont pas été analysés de manière détaillée.

1.2.3. Objectifs de la recherche

Objectifs méthodologiques :

- ✚ Respecter la méthodologie décrite dans les méthodes de recherche ainsi que la planification temporelle.
- ✚ Réaliser une récolte judicieuse des éléments collectés, grâce aux sources théoriques et aux interviews.

Objectifs théoriques :

- ✚ Définir et intégrer le mot laïcité.

- ✚ Comparer les deux types de laïcité : la laïcité d'ouverture et celle dite exclusive.
- ✚ Exposer les fondements des deux types de laïcité.
- ✚ Mettre en évidence deux modèles de laïcité existants et réfléchir aux inconvénients et aux avantages de chacune de ces deux formes.

Objectifs pratiques :

- ✚ Développer le thème en lien avec la réalité du terrain professionnel.
- ✚ Favoriser une réflexion des institutions et des EDE sur leur position en matière de laïcité.
- ✚ Prendre en compte l'importance des sentiments vécus par l'enfant et sa famille tout en gardant à l'esprit la collectivité.

1.3. Cadre théorique

Dans cette partie, les différents concepts théoriques qui soutiennent ce travail seront développés. Tout d'abord, l'interculturalité sera décrite, ainsi que son lien avec l'appartenance religieuse des familles. Ensuite, la notion de religion sera définie, notamment grâce à des références sociologiques. C'est alors que le concept de laïcité sera expliqué et la différence entre les deux formes de laïcité traitées dans ce travail, la laïcité exclusive et la laïcité d'ouverture, sera détaillée. Puis, la valeur du respect, inscrite dans les deux formes de laïcité, sera évoquée. Finalement, le rôle et la fonction de l'éducatrice de l'enfance, dans le cadre institutionnel dans lequel elle travaille, sera décrit. Le but de ce développement est de définir le contexte dans lequel s'inscrit ce mémoire pour en faciliter sa lecture.

Interculturalité :

C'est, fréquemment, dans un contexte d'interculturalité que surviennent des situations dans lesquelles la professionnelle est confrontée à d'autres croyances ou appartenances religieuses.

« L'interculturalité désigne l'interaction, l'échange et la communication réciproques entre les cultures. Chaque personne, chaque citoyen reconnaît chez autrui une culture et une connaissance qui participe à la richesse de la cohésion sociale » (CAL Luxembourg, 2016, L'interculturalité).

D'autres représentations dans le champ religieux peuvent ainsi survenir dans ce contexte professionnel, d'où l'intérêt de mener cette réflexion. *« Dans le domaine de l'interculturalité, on reconnaît que face à la « différence », ce qui nous apparaît comme tel, des certitudes, des croyances, des convictions parfois très ancrées peuvent être ébranlées »* (Guélamine, 2014, p. 43).

Ainsi, le professionnel du social doit faire preuve de tolérance, vis-à-vis des croyances qui lui sont inconnues, incompréhensibles ou même inacceptables. En effet, certaines croyances acquises sont tellement ancrées, qu'elles sont considérées comme une norme à part entière. Ceci implique une remise en question de la part du professionnel, face à des croyances et des manières de penser diverses et parfois opposées aux siennes.

Religion :

Afin de respecter au mieux les croyances des familles, il est pertinent de définir plus précisément cette notion afin de comprendre quel rôle elles jouent dans notre société.

Selon Émile Durkheim, l'un des fondateurs de la sociologie moderne, la religion est une affaire collective en relation avec le sacré : *« Une religion est un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée Église, tous ceux qui y adhèrent »* (Banon, 2016, p. 44).

Plutôt que d'étudier les religions et ce qu'elles comportent, la sociologie s'intéresse à la place qu'elles occupent dans la société. Dans le cadre de cette étude, l'intérêt est de

considérer l'importance qu'elles revêtent pour les familles et les enfants accueillis dans les structures d'accueil.

Dans une approche sociologique des religions du monde entier, les spécialistes des sciences sociales étudient les croyants et non l'entité religieuse en elle-même. « *Les pratiques et organisations religieuses ont toujours été au cœur de la société* » (Trémoulinas, 2013, p. 191).

C'est pourquoi, en tant qu'EDE, il est opportun de prendre conscience des signes religieux et des activités menées au sein des structures d'accueil.

Nous entendons par " fait religieux " dans le champ de la petite enfance toutes les pratiques qui, au sein des structures d'accueil de jeunes enfants sont explicitement justifiées par référence à une autorité supérieure (Dieu [x], la tradition, livre saint...), et qui relèvent de croyances ou de valeurs collectivement partagées. Ces pratiques peuvent aussi bien émaner des familles qui confient leurs enfants aux établissements d'accueil que des professionnels eux-mêmes lorsque ceux-ci introduisent dans l'exercice de leurs fonctions des pratiques inspirées par les traditions religieuses... (Verba & Guélamine, 2014, p. 98).

Laïcité :

La " laïcité " est la doctrine qui prône la séparation entre le domaine politique et le domaine religieux. L'État se montre neutre sur le plan confessionnel. (Cuénod, 2015, p. 24)

Comme énoncé précédemment, je distinguerai deux formes de laïcité. « *Cette distinction est importante parce qu'elle met en relief des enjeux différents qui relèvent de logiques spécifiques et qui n'autorisent donc pas le même type de conclusions* » (Jeffrey, 2014, p. 89).

Laïcité exclusive :

La laïcité institue la séparation entre l'État et la religion. Elle contient une notion de neutralité, car elle implique une liberté totale en matière de religion ; cette même neutralité impose à l'État de n'avoir aucune position en matière de religion et de respecter effectivement toutes les confessions (Mony, 2011, pp. 43, 45).

Elle n'est pas une religion de substitution, mais elle est, d'abord et avant tout, une pratique qui garantit le respect de chaque personne et de ses croyances. Cependant, bien qu'il s'agisse d'une liberté de penser concernant la sphère privée, celle-ci crée en retour, pour chaque citoyen, des obligations dans la sphère publique, telles que celle de ne porter aucun signe religieux en public (Kuengienda, 2010, p. 119).

Laïcité d'ouverture :

La laïcité d'ouverture implique, elle aussi, une séparation entre l'État et la religion. Néanmoins, elle permet l'expression de formes diverses, à travers des signes et des faits à connotation religieuse, dans la sphère privée ainsi que dans la sphère publique, comme le port du voile, par exemple. La laïcité s'exprime dans ce domaine par la qualité de la discussion publique, la reconnaissance mutuelle du droit de s'exprimer et l'acceptabilité des arguments de l'autre (Ricœur, 1996, p. 199). Elle découle d'une forme de négociation sociale qui promeut une composante, à savoir la valeur patrimoniale (ou coutumière) survenant, par exemple, quand des symboles de fêtes chrétiennes sont disposés dans des édifices publics (Jeffrey, 2014, p. 89).

Respect :

Respect désigne le sentiment qui porte à traiter quelqu'un avec les égards dus à son âge, son mérite, son sexe, etc., par extension le mot désigne l'attitude qui consiste à ne pas porter atteinte à une chose jugée bonne et précieuse. (Mony, 2011, p. 144).

Cependant, comme cela sera expliqué dans les paragraphes suivants, cette valeur prend une autre signification et application dans chacune des formes de laïcité.

Selon les principes de la **laïcité d'ouverture**, qui soutient l'approche du respect de la diversité, il s'agit de travailler, dans l'accompagnement du processus de socialisation, aussi bien ce qui rassemble autour de la norme que ce qui favorise la reconnaissance des singularités. Chaque enfant pourra ainsi trouver sa place, tout en percevant positivement la singularité des autres. (Mony, 2011, p. 69). « ...le respect pour la diversité permet de passer de la différence comme déficit à corriger (registre de l'égalité ou de l'inégalité) à la différence comme ressource à amplifier (registre de la singularité et de la complexité) » (Mony, 2011, p. 37).

Par ailleurs, selon la **laïcité exclusive**, la neutralité dans la sphère publique favorise le respect des croyances de chaque citoyen. L'absence de signes ou de pratiques religieuses permet de n'offenser ou de ne porter atteinte à aucun autre type de croyance. Pour que la société soit soudée par le respect, la laïcité exclusive insiste sur la neutralité de l'État. Cette forme de laïcité, dite aussi constitutionnelle, impose de n'avoir aucune position en matière religieuse et de respecter effectivement toutes les confessions. (Mony, 2011, p. 45).

Rôle de l'EDE :

Les éducatrices de jeunes enfants sont amenées, dans l'exercice de leur fonction, à adopter une position professionnelle, en respectant la singularité de chaque enfant, ses attachements familiaux et son environnement, tout en contribuant à la conduite d'un projet éducatif cohérent et commun pour tous. (Mony, 2011, p. 112).

« Les éducateurs de jeunes enfants ... sont les travailleurs sociaux chargés de penser et de mettre en œuvre l'accompagnement éducatif et social des jeunes enfants en lien avec leurs familles » Les valeurs de l'État et de la laïcité, qu'elle soit exclusive ou d'ouverture, encadrent donc, au même titre que l'ensemble du service public, tous les établissements qui relèvent de leur champ d'intervention. (Mony, 2011, p. 100).

L'éducatrice de l'enfance doit ainsi pouvoir prendre position dans le cadre institutionnel dans lequel elle travaille. C'est pourquoi, il est important de favoriser une réflexion autour des dispositions prises par l'institution ainsi que par rapport aux valeurs et aux dispositions contenues dans le projet pédagogique. De cette manière, l'équipe éducative pourra établir une ligne directrice plus précise concernant le respect des croyances des familles et l'EDE pourra mieux définir son rôle.

1.4. Cadre d'analyse

1.4.1. Terrain de recherche et échantillon retenu

Le terrain de recherche est constitué par la Médiathèque Valais et d'autres bibliothèques. Des informations ont également été recherchées, grâce à des sources électroniques, en consultant des sites scientifiques tels qu'Erudit ou Cairn, afin de trouver divers articles. Ensuite, deux spécialistes de ce domaine ont été questionnés.

Tout d'abord, comme précisé auparavant, malgré le fait que les professionnelles, les parents ainsi que les enfants soient les acteurs principaux relatifs à cette problématique, je me suis davantage concentrée sur le rôle de l'éducatrice de l'enfance et la position de l'institution à l'égard de ce sujet.

La globalité du champ professionnel de l'enfance est touchée par la diversité culturelle, notamment religieuse. Ainsi, toutes les tranches d'âge des enfants accueillis en structure d'accueil sont impliquées, dès la naissance jusqu'à douze ans. La religion ou l'appartenance des familles demeurent un aspect important à prendre en compte, quelle que soit la structure d'accueil. Ce travail concerne donc les différents types de structure d'accueil (nursery, crèche, UAPE ou un autre type de structure).

Deux points de vue différents, celui de la laïcité d'ouverture, en opposition à celui de la laïcité exclusive, ont servi de base pour ce travail. Après avoir comparé les deux positions,

celles-ci ont pu être confrontées à la réalité du terrain. L'axe principal de cette recherche a donc été la clarification de ces deux types de pensée, en opposition l'un avec l'autre.

1.4.2. Méthodes de recherche

Afin de traiter ce sujet de manière précise et pertinente, une recherche documentaire d'ouvrages, ayant comme thème la laïcité dite d'ouverture, a été effectuée. Puis, des ouvrages, rédigés notamment en France, argumentant et critiquant la valeur de la laïcité exclusive, ont été consultés. Ainsi des comparaisons ont pu être établies entre les établissements scolaires et les structures d'accueil, à plusieurs reprises.

Par la suite, d'autres sources théoriques, basées sur la position de l'EDE dans ce domaine, ont été sélectionnées. Puis, des ressources théoriques, traitant des religions et des croyances dans le domaine de l'enfance ainsi que dans la réalité du terrain professionnel, ont été recherchées, afin d'obtenir des bases plus spécifiques et de connaître le sujet de manière plus précise.

Dans le but d'organiser ce travail, celui-ci a été structuré, selon l'opposition conceptuelle afin de mieux révéler les parallèles entre la laïcité d'ouverture et celle dite exclusive. Dans ce but, ce travail a été construit et divisé par association, en fonction des points de vue des deux types de laïcité. Puis, une synthèse des données traitées ainsi qu'une discussion figurent dans la conclusion, permettant de présenter l'analyse et les résultats de mes recherches ainsi que mon point de vue.

Grâce à ces divers apports théoriques, les dimensions pertinentes, relatives à ma question de départ, ont pu être discernées, ensuite, les mots-clés principaux ont pu être classés et listés. Les diverses dimensions retenues ont été articulées dans l'ordre suivant : la différence fondamentale entre la laïcité d'ouverture et la laïcité exclusive, relative à la sphère publique et privée, les fondements des deux formes de laïcité, le rôle de l'éducatrice de l'enfance et de l'institution vis-à-vis des croyances et des appartenances religieuses ou spirituelles des familles.

Dans un souci de pertinence, concernant la thématique de ce travail, deux spécialistes du domaine de la diversité religieuse, plus particulièrement en lien avec la laïcité, et connaissant les filières de l'éducation et/ou de l'enfance, ont été interrogées. Premièrement, le contact a été établi avec Madame Morel², ancienne directrice du département de formation des éducateurs de jeunes enfants en France, pays où une laïcité exclusive est en vigueur. Étant titulaire du master en « Conception et analyse de l'intervention sociale » dans le département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Lumière de Lyon, elle a également été responsable de la formation initiale, de la formation continue et de projets dans le secteur de l'éducation de jeunes enfants. Elle a développé, à ce sujet, des projets prônant le respect de la diversité, l'équité et l'inclusion sociale. Grâce à cette rencontre, j'ai pu ainsi me faire une idée plus concrète de la réalité du terrain professionnel en France.

D'autre part, Monsieur Lorand³ a également été interrogé, car il est formé en théologie et a aussi travaillé en lien avec l'Église catholique. Titulaire d'un DAS en « Human Systems Engineering », il connaît les filières de l'éducation et/ou de l'enfance. En effet, il est chargé de cours dans la formation d'éducateur de l'enfance en Suisse romande, où une laïcité de type inclusive est en vigueur. (Cf. Annexe 3). Dans l'intention de diriger la conversation et de rester centrée sur le thème, un guide d'entretien semi-directif (cf. Annexe 1) a été réalisé, afin de garder une certaine cohérence et une structure claire. Suite à ces discussions et ces échanges, une synthèse a été rédigée, reprenant l'ensemble du matériel recueilli.

² Ce nom est un nom d'emprunt.

³ Ce nom est un nom d'emprunt.

1.4.3. Méthodes de recueil des données et résultats de l'enquête

Afin de recenser les données obtenues par les recherches théoriques et les entretiens, un tableau de données, regroupant toutes les informations, a été réalisé. Ainsi, le contenu des sources et les apports théoriques, électroniques ainsi que ceux provenant des interviews menées avec les spécialistes, ont pu être examinées. De cette manière, les opinions et les argumentations convergentes et divergentes, par rapport à la même dimension, ont pu être comparées ainsi que ses sous-chapitres et également les dimensions entre elles. (Cf. Annexe 2) Cette grille de dépouillement a également permis de maintenir l'objectivité nécessaire, grâce à une vue d'ensemble sur les différentes opinions, pour que ce travail soit pertinent pour l'ensemble des professionnelles de l'enfance.

Ayant pour objectif de développer ce travail de mémoire en lien avec la réalité du terrain professionnel, les éléments essentiels en lien avec cette problématique, ont été sélectionnés. Ainsi, parmi les domaines qui auraient pu être abordés, la dimension historique de l'émergence de la laïcité n'a pas été retenue.

Au début de cette étude, il n'était pas envisagé d'évoquer des articles de loi ou d'autres documents officiels, tels que la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Pourtant, cet apport du point de vue législatif, concernant les droits des citoyens et notamment ceux des enfants, a réellement un lien direct avec le thème de ce travail. En effet, c'est en prenant connaissance des différents droits de l'enfant que l'EDE peut prendre conscience de l'importance que revêt le respect des croyances dans une laïcité exclusive ou inclusive. C'est pourquoi, finalement il a été décidé d'intégrer ces documents à ce travail.

Avant de se concentrer sur les pistes d'action et les moyens pour parvenir au respect des croyances au sein des institutions, une analyse de chartes éducatives et de projets pédagogiques a été préférée à une troisième interview. Cette étude a permis de constater que certaines démarches sont mises en place, par rapport au respect des croyances sur le terrain professionnel, actuellement. Ces documents pédagogiques appartiennent à des structures d'accueil se situant en Suisse romande, dans des milieux urbains et ruraux.

Les résultats de l'enquête ont été, pour ma part, surprenants. Après avoir effectué des lectures de divers articles, ouvrages et documents, je pensais que la laïcité exclusive était appliquée de manière très stricte. En interviewant Madame Morel, je me suis rendue compte que ce n'était pas le cas. En effet, la mise en application de ce concept dépend de l'institution et des professionnelles. De plus, j'ai pris conscience qu'il existe un nombre infini de points de vue sur les différents types de laïcité. Même à l'intérieur d'une même laïcité, des éléments sont critiqués, contestés par certains et approuvés par d'autres. Au terme de ce travail, je me rends donc compte qu'il existe bien plus que deux formes de laïcité. Je dirais même que chaque pays, chaque région et chaque personne a une vision et une application singulière de cette notion. J'ai également pris conscience que la position que la personne défend est fortement influencée par la manière dont elle voudrait que ses propres croyances soient respectées.

La posture que chaque personne ou chaque société peut adopter, dans le but de respecter les croyances des autres, réside principalement dans un souci d'intégration des signes religieux et de la valeur patrimoniale de certaines pratiques, dans un contexte de laïcité d'ouverture. D'autre part, le respect des croyances se manifeste par une neutralité dans la sphère publique, afin de préserver la paix entre les différentes confessions.

2. Développement

Dans un premier temps, la différence fondamentale entre la laïcité d'ouverture et la laïcité exclusive, relative à la sphère publique et privée, sera abordée. L'impact que leurs caractéristiques a sur la prise en charge des enfants dans les structures d'accueil sera ensuite expliqué.

Dans un deuxième temps les fondements des deux formes de laïcité seront détaillés. D'une part, dans le cadre de la laïcité exclusive, les notions suivantes seront décrites : la crainte du prosélytisme, la neutralité et le " vivre ensemble ". D'autre part, des notions seront développées, affiliées à la laïcité d'ouverture, telles que le souci d'intégration des signes religieux, la prise en compte du patrimoine et la liberté de croyance et de conscience.

Ces deux premières parties ont pour objectif de poser les bases théoriques de la notion de laïcité et de ses différentes formes. Elles seront, par la suite, replacées dans le contexte des structures d'accueil et discutées dans le cadre de ma question de départ.

Par conséquent, ce développement sera conclu, en se concentrant sur le rôle de l'éducatrice de l'enfance et de l'institution, vis-à-vis des croyances et des appartenances religieuses ou spirituelles des familles. Ces divers sujets permettront d'amener une réflexion plus approfondie sur ce thème.

2.1. Sphère privée et sphère publique

Tout d'abord, la laïcité, comme mentionné précédemment, vise une société dans laquelle le politique et le religieux sont clairement distincts.

Laïcité exclusive :

Concernant la laïcité exclusive, différentes lois et normes vis-à-vis de la sphère publique sont en vigueur : « *L'espace privé est institué comme espace licite d'expression religieuse. A contrario, l'espace public est considéré comme un espace n'autorisant pas l'expression religieuse* » (Guélamine, 2014, p. 39). C'est pourquoi, la loi en vigueur en France, pays prônant la laïcité exclusive, dite aussi républicaine, interdit désormais toute démonstration ostentatoire de signes religieux, tel que le port du voile, par exemple. En effet, l'imposition d'une symbolisation à caractère religieux, dans l'espace public, aurait comme conséquence de limiter l'application des principes de la laïcité. Or, ces derniers impliquent la séparation de l'État avec le religieux et le convictionnel, la neutralité arbitrale de l'État, l'égalité des citoyens quelles que soient leur religion ou leur conviction, et surtout la liberté de conscience comme étant une liberté publique (Jeffrey, 2014, pp. 77, 163).

La laïcité exclusive, nommée aussi laïcité traditionnelle, est basée sur le refus de toute forme de communautarisme, qu'il soit religieux ou autre. Elle comprend l'interdiction des signes religieux dans l'espace public, comme par exemple dans les établissements scolaires (Cuénod, 2015, p. 189).

Les écoles publiques ou les institutions sociales, étant placées sous la responsabilité de l'État, doivent appliquer strictement le principe de la neutralité confessionnelle. Ainsi, l'enseignement religieux ne peut, pour ces motifs, être que facultatif dans les établissements scolaires. La présence d'un symbole religieux, tel qu'un crucifix, par exemple, dans une institution est contraire à la neutralité confessionnelle du lieu, considéré comme partie prenante de la sphère publique. Selon François Bellanger, « ... *Celui qui la fréquente peut voir dans ce symbole la volonté de se référer à des conceptions chrétiennes dans le cadre de l'accueil et la prise en charge de l'enfant* (Bellanger, 2003) » (Cuénod, 2015, p. 147).

Le canton de Genève est un canton suisse qui présente une séparation de l'État et des institutions religieuses, dont aucune n'est un organisme de droit public. Toutefois, contrairement à la laïcité républicaine française, les enfants restent libres de porter des signes religieux dans les espaces publics. Cette disposition est effectivement garantie par

l'article 3 de la Constitution genevoise et par l'article 11 de la Loi sur l'instruction publique : « *L'enseignement public garantit le respect des convictions politiques et religieuses des élèves et des parents* » (Art. 11 de la loi sur l'instruction publique du 17 septembre 2015).

L'alinéa 3 poursuit ainsi : « *Les enseignants ne doivent pas porter de signe extérieur ostensible révélant une appartenance à une religion ou à un mouvement politique ou religieux* » (Art. 11 de la loi sur l'instruction publique du 17 septembre 2015). La mesure concerne plutôt, dans ce cadre de laïcité, le port d'un symbole religieux par un fonctionnaire, dans une institution publique, telle qu'une EDE dans le cadre de son activité professionnelle. « *L'espace de l'État est neutre. Les agents de l'État, les personnes en charge d'une mission de service public n'expriment aucune forme d'appartenance à une religion ou philosophie* » (Banon, 2016, p. 81).

Le cas d'une citoyenne suisse, nommée institutrice de la division élémentaire par le Conseil d'État genevois, illustre cette mesure. Étant de confession catholique à l'origine, elle s'est convertie à l'islam. Depuis, cette institutrice a commencé à porter des vêtements amples ainsi qu'un foulard lui couvrant le cou et les cheveux. Le Tribunal fédéral a jugé que le port du foulard islamique est en contradiction avec le respect de l'article 11, à peine cité, de la loi sur l'instruction publique. Pour cette raison, elle a été démise de ses fonctions (Cuénod, 2015, pp. 163-165).

Les dispositions établies par la laïcité exclusive ont donc également un impact sur la prise en charge de l'enfant et les activités menées par le personnel éducatif, dans un cadre institutionnel public. C'est pourquoi, les activités à caractère religieux représentent des éléments ne pouvant figurer dans un contexte de laïcité exclusive. Les symboles et objets à connotation religieuse dans la structure tout comme les activités créatrices, la littérature enfantine ou les chansons relatives à des fêtes ayant des origines religieuses n'y sont pas présents.

Laïcité d'ouverture :

En parallèle, se distingue une autre forme de laïcité, appelée laïcité d'ouverture ou inclusive. « *Cette laïcité inclusive se fonde sur l'autonomie morale de chacun et la liberté et l'égalité d'expression de chaque option morale ou religieuse dans l'espace public, sans que celle-ci ait une emprise sur celui-ci* » (Perez, 2013, La laïcité inclusive est une valeur québécoise).

Évidemment, plusieurs avis divergent concernant ce qui porte une atteinte ou non à la sphère publique. Certains sont de l'avis que la nécessité de préserver la neutralité est primordiale et qu'elle protège la sphère publique. Ils soutiennent que « *... la remise en cause de cette égalité est de moins en moins supportée dans le public* » (2015, p. 156).

Réticents à ces principes, certains sociologues, tels que Jean Beaubérot, soutiennent cependant le fait que « *... dans aucune situation géo-historique, ces principes ne se concrétisent de façon absolue, des laïcités empiriques peuvent comporter des éléments plus ou moins importants de "foi civique"* ». De plus, la présence d'une religion civile (reconnue de droit public) oriente la laïcité dans une direction particulière (Jeffrey, 2014, p. 77). Selon l'historien Bernard Lescaze, le fait qu'une société soit laïque n'implique pas que celle-ci soit athée, mais qu'elle maintient une distinction claire entre le politique et la religion, sans que ces deux pôles soient toutefois étanches (Cuénod, 2015, p. 11).

Étant donné que les structures d'accueil pour enfants sont considérées comme des espaces appartenant à la sphère publique, une analyse de la laïcité inclusive est pertinente. Selon Claude Bovay et Raphaël Broquet :

La religion se présente aujourd'hui simultanément, comme une affaire privée et comme une affaire publique. ... Le processus de construction individuelle/collective d'un soi religieux advient dans un contexte social dans lequel l'appartenance à un groupe religieux conserve une signification pour la majorité de la population (Bovay et Broquet, 2000) (Cuénod, 2015, p. 145).

Les lieux d'accueil pour enfants sont, en effet, des contextes de socialisation et d'éducation, influencés par la religion du lieu dans lequel ils grandissent.

La Suisse est régie, dans sa majorité, par une laïcité d'ouverture. La Constitution suisse, selon l'article 72, octroie aux cantons la réglementation des rapports entre l'Église et l'État (Cuénod, 2015, p. 118). La Suisse peut donc être comparée à une "mosaïque" en matière de laïcité.

Le canton du Tessin, quant à lui, permet les pratiques et les signes religieux dans le domaine public à une exception près : s'inspirant du modèle français, il est le premier canton à interdire le port du voile sur le visage, dans l'espace public (Lob, 2015, Au Tessin, le port de la burqa sera passible de lourdes amendes).

Selon sa Constitution cantonale, le canton de Vaud reconnaît l'Église protestante ainsi que l'Église catholique romaine comme collectivités de droit public, ce qui implique une aide financière de la part de l'État pour ces deux confessions (Cuénod, 2015, p. 127).

En ce qui concerne le Valais, la Constitution valaisanne et la loi Églises-État stipulent que le statut de droit public est également reconnu aux Églises protestante et catholique. Cette loi précise que les frais de culte des Églises locales sont, en règle générale, à la charge des communes qui peuvent s'entraider. Ce système d'union n'existe qu'en Valais (Zbinden, 2015, Valais: L'initiative pour un État laïc retirée).

C'est pour ces raisons que, dans les cantons de Vaud et du Valais, figurent des structures d'accueil proposant des activités ou disposant de symboles à caractère religieux.

Au sein d'une laïcité d'ouverture, l'enfant, quant à lui, ne représente que lui-même et n'engage pas l'État. Ainsi, il est libre de manifester ses croyances. En effet, la liberté de croyance et de religion ne s'arrête pas à la seule pratique des cultes, mais elle s'étend aussi au droit de manifester publiquement sa religion. D'ailleurs, l'interdiction du port d'un symbole religieux nécessiterait une loi au sens formel dont ni le canton ni la commune ne disposent.

En outre, cette laïcité d'ouverture inclut le droit d'avoir une conviction religieuse ou métaphysique et de la diffuser, de l'exprimer et de la mettre en pratique ou d'adopter des comportements qui sont l'expression directe de cette conviction, et ce, dans la sphère privée, tout comme dans la sphère publique (Cuénod, 2015, p. 148). A l'instar de toutes les autres libertés constitutionnelles, la liberté d'exprimer sa religion connaît tout de même des limites. Cette liberté « *peut être limitée sous trois conditions : cette limitation repose sur une loi (base légale suffisante), elle répond à un intérêt public prépondérant et elle respecte le principe de la proportionnalité*⁵ » (Cuénod, 2015, p. 145).

Tout l'intérêt de cette question repose sur le fait de définir en quelle mesure ces deux types de laïcité (laïcité exclusive et d'ouverture) se répercutent sur les métiers du social et où se limite le rôle de l'EDE, en ce qui concerne les sphères publique et privée. Ce sujet sera analysé plus en profondeur, dans le dernier chapitre du développement de ce travail de mémoire.

Dans les deux cas, que ce soit une forme de laïcité d'exclusion ou d'ouverture, la "liberté intérieure" de croyance ou de conviction présente un caractère absolu. D'autant plus que cette liberté, par sa nature, ne peut provoquer des troubles dans l'ordre public (Cuénod, 2015, p. 166).

⁵ Le principe de proportionnalité est défini par trois conditions quant aux interventions effectuées par l'État afin de préserver l'intérêt général. Ce principe exige d'utiliser un moyen qui doit convenir à la nature du but, que le moyen utilisé doit être nécessaire et que la gravité du moyen utilisé doit être adaptée à l'objectif poursuivi. (Politique en Suisse, 2016).

2.2. Rapport à la religion et aux croyances

Après un examen des dimensions privée et publique des deux types de laïcité, une réflexion, menée sur les fondements qui caractérisent leur rapport à la religion et aux croyances, est primordiale.

Dans cette deuxième partie de développement, une mise en évidence des motivations de ces deux formes de laïcité et un parallèle entre elles seront apportés. Ceci dans un souci d'éclairer leurs causes respectives et dans le but, en tant qu'institution et en tant qu'EDE, de prendre conscience des enjeux sous-jacents de cette problématique.

2.2.1. Laïcité exclusive

La mise à distance des religions, de la part de la laïcité exclusive, dans la sphère publique, possède diverses causes. En effet, la crainte du prosélytisme, le souci d'une neutralité confessionnelle rendent l'espace public exempt de pratiques et signes religieux. Dans cette sphère, le fait que tous les citoyens soient égaux et l'envie de vivre en communauté, dans la paix, en sont les principales finalités.

Crainte du prosélytisme

En accord avec les principes de la laïcité exclusive, cette forme de laïcité induit le devoir de lutter contre les intégrismes⁶ et les communautarismes⁷. L'intégrisme, prônant le repli sur ses propres valeurs, porte au communautarisme et incite aussi parfois au prosélytisme. Le prosélytisme est défini comme « ... *une insistance ardente, un zèle déployé par certaines personnes ou groupes en vue de rallier des prosélytes, de nouveaux adeptes à une religion et plus largement à une cause* » (Tourev, 2016).

Ainsi, l'État se trouve morcelé en petites principautés jalouses de leurs différences et agressives envers tout ce qui n'appartient pas à leur cercle. L'État est ainsi incapable d'assurer le droit et de combattre la violence interne. ... L'État ne doit pas tolérer qu'une religion fasse la loi à sa place. De même, les pouvoirs publics ne sauraient entrer dans les vues des intégristes sous le prétexte d'une tolérance mal comprise (Cuénod, 2015, p. 216).

La laïcité traditionnelle s'oppose ainsi à toutes formes d'intégrisme, même à celles qui se réclament de son propre camp. Cette opposition a pour but de préserver l'harmonie sociale et la paix publique (Cuénod, 2015, p. 217).

Cet objectif est également partagé par toutes les institutions faisant partie du domaine public. Le professionnel, quant à lui, doit préserver le principe de laïcité. S'il partage, de façon concrète et sous forme prosélyte sa croyance et sa pratique religieuse, ce principe serait mis à mal. Les intervenants sociaux ne peuvent donc influencer en matière de religion, dans leur fonction, les enfants ou leurs familles. C'est ainsi que les professionnels garantissent la liberté de conscience, dans le cadre institutionnel (Mony, 2011, p. 93).

Neutralité

« *La question de neutralité représente bien un des " piliers " de la laïcité.* » (Guélamine, 2014, p. 90). L'État ne personifie aucune religion ni option spirituelle, dans le domaine public. Ses normes sont construites, à partir de critères attestant notamment d'une neutralité bienveillante à l'égard de chaque citoyen. De ce fait, il prend en compte sa

⁶ Intégrisme : « *Doctrine qui consiste à adopter une attitude de conservatisme intransigeant dans une religion, un parti, un mouvement.* » (Dedien, 2012)

⁷ Communautarisme : Projet sociopolitique visant à soumettre les membres d'un groupe défini aux normes supposées propres à ce groupe, à contrôler les opinions, les croyances, les comportements de ceux qui appartiennent en principe à cette communauté. En France, le terme s'emploie de manière péjorative et généralement idéologique, pour désigner une sorte de menace qui pèserait sur la nation et qu'on oppose, de façon équivoque, autant au républicanisme qu'à la laïcité, au nationalisme, à l'universalisme ou à l'individualisme. (Communautarisme (sociologie), 2016).

singularité et respecte le fait qu'il soit détenteur de droits et de potentialités concernant sa vie privée (Guélamine, 2014, p. 49).

La neutralité implique, grâce à un espace public neutre, une liberté totale, en matière religieuse du citoyen, dans sa sphère privée. En insistant sur la neutralité de l'État, la laïcité lui impose donc de n'avoir aucune position en matière religieuse et de respecter effectivement toutes les confessions (Mony, 2011, p. 45).

L'espace public, étant neutre par son absence de pratiques et de signes religieux, il promeut l'égalité et la non-discrimination vis-à-vis de tous les citoyens. Ainsi, aucune situation délicate ou inconfortable ne peut perturber la conscience ni l'état d'âme des enfants ou de leurs familles.

Le but de la neutralité confessionnelle est, par conséquent, non seulement de protéger les convictions religieuses, mais également d'assurer la paix religieuse qui, sous certains aspects, reste fragile dans une laïcité d'ouverture. C'est pourquoi, afin d'éviter l'affrontement religieux, l'espace neutre permet de préserver l'intérêt commun (Cuénod, 2015, p. 169).

Et c'est pour cela que l'EDE ... devra éviter comme une mauvaise action tout ce qui dans son langage ou dans son attitude blesserait les croyances religieuses des enfants confiés à ses soins, tout ce qui porterait le trouble dans leur esprit, tout ce qui trahirait de sa part envers une opinion quelconque un manque de respect ou de réserve (Haïfa & Dévers, 2005) (Mony, 2011, p. 66).

Le " vivre ensemble "

Les défenseurs de la laïcité exclusive soutiennent que, plus que jamais, la société en a besoin : « ... pour créer ce " vivre ensemble " si difficile à élaborer, du fait que l'intense brassage entre les cultures s'effectue aujourd'hui à une vitesse déconcertante. » (Cuénod, 2015, p. 242).

Certains observateurs considèrent que la mise à distance des religions assure la possibilité d'un " vivre ensemble ". Dans ce cas, la laïcité est envisagée comme une construction qui comporte un principe de liberté et qui offre les moyens " vivre ensemble ", fondé sur un bien commun, qui peut être désigné comme " l'espace laïc " (Guélamine, 2014, p. 97).

Dans le cadre de l'éducation, il s'agit d'actes de transmission servant à sacraliser le " vivre ensemble ". Ces derniers visent à dépasser les appétits individualistes, pour établir, dans un contexte neutre, un compromis des égoïsmes, base de la société (Cuénod, 2015, p. 201).

C'est ainsi que les professionnelles se réfèrent volontiers à cette notion de " vivre ensemble ", lorsqu'ils cherchent à préserver et à promouvoir un objectif majeur. La plupart du temps, ils s'accordent sur le fait que la laïcité agit en tant que levier pour promouvoir, développer ou préserver le " vivre ensemble ". La laïcité traditionnelle est alors conçue, dans le cadre du public, comme un moyen qui se superpose naturellement, notamment aux objectifs du travail social (Guélamine, 2014, p. 96).

2.2.2. Laïcité d'ouverture

Dans un souci d'intégrer les signes religieux, de transmettre un patrimoine historico-culturel influencé par la religion du lieu, de respecter ainsi la liberté de croyance et de conscience de l'ensemble des citoyens, la laïcité d'ouverture permet l'expression de l'ensemble des religions dans la sphère publique.

Souci d'intégration des signes religieux

Dans le cadre de la laïcité d'ouverture, la liberté de conscience et de croyance oblige l'État à observer une neutralité confessionnelle et religieuse. C'est donc le citoyen qui peut se prévaloir, à cet égard, d'un droit individuel. La neutralité n'a donc pas pour but d'exclure

tout élément d'ordre religieux ou métaphysique. Une attitude antireligieuse, voire irréligieuse, n'est pas neutre. La neutralité tend, dans ce contexte, à ce que toutes les conceptions, existant dans une société pluraliste, soient prises en compte, néanmoins sans esprit partisan (Cuénod, 2015, p. 167).

En effet, la neutralité ne signifie pas indifférence. Si les sphères religieuses sont autonomes l'une de l'autre, elles évoluent malgré tout au sein de la même société. Et dans une société, on échange, on se parle. Du moins devrait-on le faire pour qu'elle fonctionne normalement. (Cuénod, 2015, p. 210)

Le modèle du contact et de l'intégration des signes religieux a pour objectif le fait que toutes cultures apprennent à " vivre ensemble ", afin de s'accepter et se respecter. « *Ce modèle part de l'hypothèse que la juxtaposition des différences permettrait l'apprentissage de la mixité culturelle et que l'engagement pédagogique des professionnels pour une pédagogie interculturelle n'aurait pas d'influence particulière* » (Mony, 2011, p. 72).

Il ne s'agit donc ni de stigmatiser, ni de dénier les différences, mais d'accompagner les singularités, tout en favorisant la possibilité, pour chacun, de trouver sa place parmi les autres, dans un accueil collectif (Mony, 2011, p. 113). Comme le soutient Myriam Mony, « *les formes de reconnaissance symbolique sont fondamentales dans les lieux de socialisation et d'éducation pour permettre une intégration de tous* » (Mony, 2011, p. 53).

Cette forme de laïcité veille à ce que des référents symboliques et religieux ainsi que des formes d'expression culturelle et artistique, telles que la langue maternelle, la musique, les pratiques alimentaires, etc., soient présents et reconnus dans les structures d'accueil pour enfants. Ces objets ou pratiques symboliques sont porteurs de sens et permettent de créer des espaces transitionnels pour l'enfant entre le lieu d'accueil et son foyer.

Prise en compte du patrimoine

Les faits religieux et les croyances des citoyens sont étroitement liés au lieu et au contexte dans lequel ils vivent. Ceux-ci y partagent des coutumes et des événements à caractère religieux. C'est le cas de la Suisse qui prône, dans son ensemble, la laïcité d'ouverture, ce qui se reflète dans sa Constitution :

Une Constitution est non seulement la matrice des lois, mais elle définit aussi un pays dans l'espace et dans le temps. Incontestablement, que l'on soit ou non croyant, force est de reconnaître que la Suisse est née au milieu d'un continent qui a pour culture fondamentale le judéo-christianisme, sans oublier l'héritage gréco-romain. Il est donc du devoir de la Loi des lois de le souligner. Non pas dans un but de discriminer qui que ce soit, mais afin de rappeler dans quel contexte ce pays s'est construit. (Cuénod, 2015, p. 123)

L'aspect religieux du pays est donc lié à l'enracinement au terroir (Cuénod, 2015, p. 191). Un argument pour justifier la reconnaissance de la part de l'État relève, par conséquent, du caractère historique des religions établies depuis longtemps sur son sol. Il vise à rappeler à la société les racines du pays (Cuénod, 2015, p. 220).

Afin de perpétuer cet héritage historico-culturel, la laïcité d'ouverture permet de respecter cette valeur patrimoniale. Ainsi, le pays transmet son tissu culturel et historique à la société y vivant (Cuénod, 2015, p. 123). Chacun peut y revendiquer l'appartenance à une tradition et un attachement local (Banon, 2016, p. 5).

Les structures d'accueil pour enfants, en tant qu'" agent " de socialisation, transmettent aux enfants accueillis ce patrimoine imprégné de coutumes historiques et, par conséquent, religieuses. Conscientes que ces éléments font partie prenante de la culture du pays, les enfants peuvent ainsi donner suite à cet héritage socio-culturel.

Respect de la liberté de croyance et de conscience

La laïcité d'ouverture n'a pas seulement pour but de respecter la liberté de croyance et de conscience de chaque personne, mais également d'en permettre l'expression, que ce soit

dans la vie privée ou dans la vie publique de chaque citoyen. C'est pourquoi, chaque personne a la liberté d'exprimer sa croyance, de pratiquer ou pas un culte, de se convertir à la religion de son choix ou de se déclarer athée. La seule condition au " vivre ensemble " est de ne pas imposer à autrui un comportement dicté par ses propres convictions (Banon, 2016, p. 18).

Il est donc primordial de respecter scrupuleusement la liberté de conscience de chacun, en lui permettant d'exprimer et de pratiquer ses croyances dans sa vie quotidienne (Cuénod, 2015, p. 230).

Ainsi les citoyens sont libres d'exprimer leurs croyances, lorsque celles-ci sont partagées dans le lieu dans lequel ils vivent. Par surcroît, toutes les autres croyances sont tolérées. L'autre est, de cette manière, respecté dans ses particularités. La globalisation conduit l'individu vers un nouvel espace dans lequel cohabitent aspirations universelles, mais également particularismes culturels (Banon, 2016, p. 5). En respectant toutes les confessions, l'État permet une liberté totale en matière religieuse. La liberté de conscience est ainsi considérée comme une liberté publique (Mony, 2011, p. 45).

C'est dans ce contexte professionnel, particulièrement intéressant en situation d'interculturalité, que l'éducatrice peut aller à l'encontre des attachements religieux des familles et des enfants avec lesquels elle collabore et partage des moments d'échange.

2.3. Rôle professionnel EDE et positionnement des institutions

Les deux premières parties de ce travail ont permis de comprendre, de manière théorique et détaillée, en quoi consistent les deux types de laïcité et quels en sont les fondements. Cette troisième partie aborde, dans un premier temps, les droits de l'enfant en matière religieuse ainsi que sa dimension spirituelle. C'est assurément en comprenant la portée de ces éléments que le rôle d'EDE, traité successivement vis-à-vis des questions religieuses, prend tout son sens.

Ensuite, la relation et le partenariat instaurés avec les parents de l'enfant, afin de respecter leurs croyances, seront examinés, selon le type de laïcité en vigueur.

Finalement, le rôle de l'institution sera détaillé, ainsi que ce en quoi l'accueil collectif, qu'il soit laïc d'ouverture ou exclusif, peut représenter un frein ou une ressource concernant le respect des croyances des familles.

Droits de l'enfant

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 affirme que toute personne a droit à la liberté de conscience et de religion (Banon, 2016, p. 93). Selon l'article 30 de la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, aucun enfant ne peut être privé de professer et de pratiquer sa propre religion (Mony, 2011, p. 86). De plus, elle « ... reconnaît le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion, dans le respect du rôle de guide joué par les parents ... » (Le Gal, 2008, p. 67).

A la lumière de ces divers documents officiels, l'importance du respect des croyances des enfants et de leurs familles, dans le cadre du travail d'EDE, est clairement saisie.

Dimension spirituelle

Selon le modèle holistique du Pentagramme de Ginger, cinq dimensions existentielles principales animent l'être humain, dont la dimension spirituelle (Vitard, 2012, Atelier découverte de La Gestalt - thérapie : le pentagramme de Serge Ginger). Cette dimension joue un rôle dès l'enfance. Selon Madame Morel, le besoin de spiritualité de l'enfant se raccroche à sa culture et à son inscription familiale et sociale. Son rapport au monde ainsi que sa sécurité affective se construisent en lien avec sa famille. Toute personne a besoin de valeurs humaines qui transcendent son quotidien. Celles-ci peuvent provenir d'un

système religieux ou d'autres croyances et seront nourries par son univers social, familial et culturel. Cet auteur a réalisé que, pour garantir le bien-être de l'enfant, il est indispensable de prendre en compte son inscription familiale, sociale et culturelle ainsi que ses croyances.

Monsieur Lorand est persuadé que la dimension spirituelle fait partie de l'être humain et ce sous forme de questionnement métaphysique. Ce dernier comporte quatre interrogations principales que chaque personne se pose. La première constitue le besoin de savoir d'où l'on vient, quelle est notre origine, et ce non seulement en termes de provenance sociale, familiale ou culturelle, mais également de comprendre ce qui constitue l'être humain ou par qui celui-ci a été créé. Puis, il y a la question de la finitude, en lien avec la souffrance et la mort. La troisième grande interrogation concerne ce qui se passe après la mort : où va-t-on et que devient-on ? La dernière question comprend le besoin de connaître le sens de l'existence. Ces quatre questions sont des signes de la présence d'une dimension spirituelle chez les enfants.

La dimension spirituelle est effectivement en interaction avec les autres dimensions (physique, émotionnelle, sociale, intellectuelle). Chaque être humain construit des relations avec chacune de ces dimensions. C'est pourquoi, la dimension spirituelle ne peut être complètement écartée ou isolée. Ainsi, l'intérêt de mener une réflexion sur le rôle de l'éducatrice vis-à-vis de la dimension spirituelle de l'enfant et de sa famille se révèle clairement pertinente.

Rôle de l'éducatrice de l'enfance

Lors d'une recherche empirique, Daniel Verba, a demandé à divers EDE si, dans l'exercice de leur métier, ils avaient été confrontés à des questions liées à la pratique religieuse. Il a constaté que près de 80% des éducateurs de jeunes enfants ont répondu positivement et que ce phénomène prenait de l'ampleur, dans les structures d'accueil de jeunes enfants. (Verba & Guélamine, 2014, p. 100).

C'est pourquoi le rôle d'éducateur de l'enfance doit être pensé, réfléchi, médité, afin de respecter les croyances, non seulement celles du professionnel, mais également celles des familles dont leur enfant est placé dans une structure d'accueil.

Madame Morel est de l'avis que l'éducatrice de l'enfance, dans son rôle professionnel, doit accueillir toutes sortes de situations. Pour cela, un préalable est requis, car l'accueil d'une situation peut la troubler, lui poser problème ou même provoquer une réaction sensible sur laquelle elle devrait travailler. Chaque EDE a le droit d'avoir son système de valeurs auquel personne ne peut porter atteinte. Mais en situation d'accueil, elles sont en posture professionnelle et elle ne doit pas faire d'amalgame. Pour cela, la professionnelle se décentre de son propre système de références, pour se mettre en position d'accueil et essayer de comprendre ce qui la dérange dans le système de l'autre. Ces différents systèmes de valeurs doivent être respectés, sans faire de prosélytisme.

A ce sujet, lorsqu'il est question de situations relatives aux croyances des familles, il peut arriver qu'une tension émerge entre la responsabilité professionnelle, la sensibilité et les valeurs personnelles. Certaines professionnelles, ayant été amenées à travailler sur la question du respect de la diversité, ont souvent évoqué une tension difficile pour elles, dans des situations qu'elles accueillent et qu'elles n'approuvent pas ou qui bousculent fondamentalement leur représentation de la vie en famille, de la conception du couple, ou encore de l'éducation. « *L'impératif de position d'accueil et de toutes les situations qui se présentent, en se dégageant des jugements de valeur et des stéréotypes, leur pose alors problèmes* » (Mony, 2011, p. 155).

À ce propos, Monsieur Lorand pense que chacun a le droit d'avoir ses propres croyances et que toutes sont respectables du point de vue humain. Toutefois, sous l'angle professionnel, l'éducatrice doit absolument considérer ses propres croyances comme l'émanation de sa propre dimension spirituelle. Ceci, au même titre qu'elle doit réfléchir à sa propre éducation, à ses valeurs, à sa sexualité, à ses opinions politiques et à l'impact

que ces éléments peuvent avoir sur la façon dont elle accompagne des enfants. Pour développer cet esprit d'ouverture lors de l'accueil, à l'égard des questions, des opinions, des croyances, des foyers et des enfants, ce travail sur ses propres représentations, questionnements et croyances, par rapport à la spiritualité, est nécessaire. C'est pourquoi, l'aspect du développement personnel est primordial pour les travailleurs sociaux et, en particulier, pour les éducatrices de l'enfance.

Monsieur Lorand conçoit le rôle de l'éducatrice de l'enfance comme étant celui d'une professionnelle ouverte, accueillante et ayant une forme de curiosité vis-à-vis des pratiques et des signes religieux des familles. Les enfants sont spontanément ouverts, curieux et intéressés par ces questions, ce qui nécessite, par conséquent, une forme d'ouverture de la part de l'EDE dans ces domaines. Il serait donc judicieux que celle-ci soit explicitement ouverte aux questions spirituelles. Toutefois, il est important qu'elle fasse preuve de prudence pour tout ce qui concerne les questions religieuses. Cette différenciation n'est pas suffisamment explicite pour ces professionnelles, ni conscientisée par elles, ce qui peut engendrer des incompréhensions ou des quiproquos.

Dès lors, quelle position professionnelle adopter en vue de respecter les croyances des familles ?

Selon la **laïcité d'exclusion**, l'éducatrice en tant que fonctionnaire de la sphère publique, ne devrait, dans le cadre de son activité professionnelle, porter aucun symbole religieux. (Cuénod, 2015, p. 164). C'est ainsi qu'elle se soumet à un rapport de puissance public spécial auquel elle a librement adhéré et auquel l'ensemble des agents de l'État trouvent un intérêt, ce qui justifie qu'ils ne puissent bénéficier des libertés publiques que dans une mesure limitée.

Assurément, les éducatrices de l'enfance représentent un modèle auquel les enfants sont particulièrement réceptifs, en raison de leur jeune âge et de la quotidienneté de la relation établie. En tant que représentante de l'État, l'EDE transmet des connaissances et développe des aptitudes, tout en restant neutre en matière de confession. Elle se montre ainsi respectueuse des croyances des familles et respecte toutes les appartenances religieuses. Or, elle réalise cet objectif, en privilégiant la neutralité et le " vivre ensemble " au sein des structures d'accueil. C'est pourquoi, elle doit se montrer particulièrement attentive à respecter la liberté de religion des enfants, en observant une grande discrétion dans l'expression de ses propres croyances (Cuénod, 2015, p. 167).

Étant, la plupart du temps, des employées communales, les éducatrices de l'enfance représentent l'État ainsi que la commune. Pour cette raison, à l'intérieur de cet espace professionnel encadré par la commune, c'est la plus intransigeante neutralité confessionnelle qui doit dicter leur attitude. « *Cette attitude ne se limite pas aux vêtements ou à des signes religieux plus ou moins ostentatoires. Elle guide tous les actes des représentants de l'État* » (Cuénod, 2015, p. 240).

Les principes de la laïcité d'exclusion conduisent les professionnelles à observer une retenue certaine, quand il s'agit d'aborder la question religieuse au sein des services et des établissements de l'action sociale. « *C'est au moins en partie pour ces motifs que l'on peut comprendre le sens des réflexions des professionnels évoquant la religion comme un sujet tabou ou lorsqu'ils relatent les échanges à propos d'un sujet porteur d'incertitudes et d'inconnues ...* » (Guélamine, 2014, p. 39) Comment ces professionnelles peuvent-elles alors briser ces tabous et est-ce leur rôle ?

Selon Myriam Mony, une position de neutralité n'élimine pas pour autant la reconnaissance des références. (Mony, 2011, p. 66). En effet, à une époque où sévit la mondialisation, la **laïcité d'ouverture** milite pour une tolérance active des différentes façons de penser l'univers. Elle s'oppose à la confusion des rôles entre le spirituel et le temporel (Cuénod, 2015, p. 211).

Selon elle, l'éducatrice devrait contribuer à l'élaboration, chez l'enfant, d'un sentiment identitaire basé sur la connaissance de son histoire et la confiance en lui-même. Puis, le rôle de l'éducatrice serait celui de promouvoir chez chaque enfant une ouverture envers les gens appartenant à d'autres milieux que le sien, également en matière de religion. En outre, les éducatrices de l'enfance devraient encourager le regard critique de l'enfant vis-à-vis des préjugés. C'est ainsi que ce dernier pourra développer la capacité de prendre position, lorsque lui-même ou un tiers sera l'objet d'une injustice ou d'un jugement discriminatoire (Derman-Sparks, 1997). (Mony, 2011, p. 74).

C'est pourquoi, dans un contexte de laïcité d'ouverture, l'EDE s'efforcera de reconnaître les attachements d'origine religieuse de l'enfant et de sa famille, dans le processus de socialisation des jeunes enfants, quand les situations s'y prêtent. Selon Axel Honneth, la reconnaissance fonctionne de manière interactive. Les relations de reconnaissance contiennent, selon lui, une obligation de réciprocité donc de mutualité. En effet, pour reconnaître quelqu'un, il faut partir du principe que l'autre personne nous reconnaisse à son tour, c'est-à-dire, que l'opinion de l'autre lui importe et qu'elle la comprend probablement et réciproquement (Mony, 2011, p. 191).

Partenariat et relation avec les parents :

Selon les directives valaisannes concernant l'accueil lors de la journée des enfants, de leur naissance jusqu'à la fin de leur scolarité primaire, le personnel éducatif est tenu d'« *assurer leur bon développement, en collaboration avec les parents* » (Canton du Valais, 2010, p. 4). Selon la charte de qualité, les éducatrices de l'enfance doivent également reconnaître et respecter les valeurs socio-culturelles des parents, ce qui inclut leurs croyances. (Canton du Valais, 2010, p. 43), (Cf. Annexe 4).

Dans le but de respecter les croyances des familles, il est important de considérer le partenariat et la qualité de la relation établie avec les parents. Grâce à un accompagnement éducatif et pédagogique du lieu collectif, chaque enfant est pris en charge par une équipe professionnelle qui s'efforce de créer un partenariat avec ses parents.

L'intervention professionnelle est fondée sur la relation individuelle avec les parents autour de l'action éducative au quotidien avec les enfants. Pour développer les conditions de rencontres individuelles de qualité, il faut d'abord engager une rencontre qualitative avec les parents, et pour cela, établir une relation de continuité entre parents et professionnels à partir des médiations éducatives (vie quotidienne et activités). L'important n'est pas de réguler de bonnes relations avec les parents mais de savoir créer les conditions d'un échange de débat et d'élaboration entre parents et professionnels à partir des questionnements éducatifs concernant chaque enfant. Ainsi, un cadre s'établira pour gérer la continuité dans le processus d'accompagnement éducatif de l'enfant. (Mony, 2011, p. 148)

Madame Morel est d'avis que les professionnelles doivent pouvoir accueillir ce qui préoccupe les parents, ce qui les inquiète ou ce à quoi ils tiennent. De plus, elles doivent accepter le fait que certaines croyances ou pratiques puissent poser problème au sein de la collectivité. Face à ce genre de situation, le rôle de l'éducatrice est d'être ouverte à la discussion avec les parents. De cette manière, elle peut prendre conscience et reconnaître la pratique religieuse, mais surtout la valeur que les parents lui accordent. Ainsi, l'éducatrice et les parents construisent un "vivre ensemble" et un véritable échange se crée. L'EDE parvient, en suivant ce processus, à davantage qu'une simple juxtaposition d'exigences des uns et des autres, mais bien à un partenariat dans lequel les parents peuvent modifier leur système de valeurs pour s'adapter au lieu d'accueil et à la collectivité et vice-versa.

Le lieu collectif est aménagé dans un cadre où l'ensemble des singularités est pris en compte. Les parents peuvent donc s'attendre à ce que leur demande soit considérée, mais également à ce que la réponse soit probablement différente de leurs attentes. L'EDE

doit donc accueillir les singularités et les reconnaître, en tenant compte du contexte de collectivité qui est influencé par une laïcité d'ouverture ou exclusive.

Selon la **laïcité d'ouverture**, le travail avec les parents induit inévitablement la reconnaissance des liens familiaux et culturels du jeune enfant. (Mony, 2011, p. 112). Ce modèle de contact a pour objectif que toutes les cultures apprennent à vivre ensemble, afin de s'accepter et de se respecter. Il part de l'hypothèse que la juxtaposition des différences permettrait d'élaborer une continuité éducative, malgré la discontinuité entre la culture des familles et celle du lieu d'accueil. Son but est d'élaborer le lien et la cohérence éducatifs, fondamentaux pour la sécurité, entre les divers espaces de vie dans lesquels l'enfant évolue. « *Cette continuité ne peut se mettre en place sans la reconnaissance des parents tels qu'ils sont* » (Mony, 2011, p. 134).

Le célèbre Donald Winnicott, pédiatre, psychiatre et psychanalyste britannique, apporte des éléments importants concernant le lien à l'attachement et à la culture de la famille de l'enfant. L'enfant est confiant à l'égard de l'extérieur, si l'environnement reconnaît positivement ses attachements. En outre, cette reconnaissance positive s'appuie effectivement sur ce qui constitue le lien pour l'enfant entre lui-même, sa mère et son environnement. La langue maternelle, par exemple, les pratiques alimentaires, tout comme certains signes ou pratiques religieuses peuvent être porteurs d'investissement dans le lien entre l'enfant et sa famille (Mony, 2011, p. 136).

Guy Ausloos, pédopsychiatre, a conçu un certain nombre de repères permettant de développer une position compréhensive de la famille concernant les ressources qu'elle possède pour la sécurité, l'éveil et l'éducation des enfants. Selon lui, lorsque l'on s'appuie sur les compétences des familles, celles-ci sont mobilisées et des informations pertinentes peuvent être recueillies, ce qui donne du sens aux pratiques, notamment religieuses, de la famille (Mony, 2011, p. 137).

Dans le champ de la petite enfance, des ajustements locaux sont spontanément produits par les professionnelles, pour protéger la relation de confiance avec les familles. Les faits religieux sont donc résolus par le dialogue et la négociation, grâce à un partenariat et à une relation de confiance, établis avec les parents (Verba & Guélamine, 2014, p. 102).

Cependant, les prôneurs de la **laïcité exclusive** émettent certaines réticences au sujet de l'expression du fait religieux, dans les crèches ou les jardins d'enfants. La sécurité physique et affective des enfants est une priorité par rapport à toute forme d'allégeance culturelle ou religieuse. En effet, les familles introduisent parfois dans leurs usages et leurs représentations des manières de penser et d'agir qui bousculent les références professionnelles et les valeurs des EDE, mais également des institutions. Malgré leur volonté de composer au mieux avec les parents de jeunes enfants, certaines professionnelles pointent des contextes où il est difficile de céder aux pressions culturelles ou religieuses. La fête du ramadan dans l'Islam pour les enfants, notamment en période de grandes chaleurs, en est un exemple (Verba & Guélamine, 2014, p. 104).

Une autre réserve concerne les parents qui revendiquent des aménagements liés à leur appartenance confessionnelle (repas, fêtes religieuses, etc.). Pour les EDE réticentes à ces coutumes dans leur cadre professionnel, ce n'est pas tant les religions, comme conceptions du monde, qui font question, mais les rites auxquels la plupart de celles-ci contraignent. C'est alors que la collectivité et la cohérence de l'équipe éducative, face à toutes les familles porteuses de leurs propres pratiques religieuses, prime sur ces singularités. La laïcité exclusive privilégie alors la valeur du " vivre ensemble " et la neutralité, ce qui se répercute sur la relation que l'EDE crée avec les parents (Verba & Guélamine, 2014, p. 104).

Positionnement de l'institution

Ainsi, après avoir porté une réflexion sur le rôle de l'éducatrice de l'enfance et du partenariat qu'elle crée avec les parents, il est important s'interroger sur la position de

l'institution. En effet, le positionnement de l'éducatrice dépend en grande partie, du type de laïcité appliquée au sein de sa structure professionnelle.

Dans les lieux d'accueil collectif, les demandes qui n'ont pas un caractère religieux ou culturel sont plus facilement satisfaites. En revanche, un évènement à connotation religieuse, interférant entre l'espace public et le privé et venant interroger quelle forme de laïcité appliquer, pose parfois problème (Mony, 2011, p. 207).

Comme l'énonce Madame Morel, la diversité oblige l'institution à reconfigurer les formes et les frontières de la laïcité. Elle doit mener une réflexion sur ce qu'elle accepte, ce qu'elle refuse, ce qu'elle peut mettre en place et la manière dont elle va l'élaborer.

L'action éducative s'inscrit non seulement dans une dimension institutionnelle interne, mais également externe au lieu d'accueil, dans un territoire, notamment la commune, le canton et, par extension, l'État (Mony, 2011, p. 148). C'est pourquoi, la plupart du temps, l'institution est fortement influencée par la commune dans laquelle elle se trouve et par les idées qui y sont partagées, dont le type de laïcité en vigueur. Toutefois, l'institution a la responsabilité de se questionner sur sa position vis-à-vis des pratiques et des signes religieux qui font partie de son quotidien. Ainsi, la prise en considération de ces deux types de laïcité représente une opportunité judicieuse à ce sujet, car elle permet de prendre une position plus précise et éclairée par des bases théoriques.

La vie, dans une structure d'accueil pour enfant, est caractérisée par de nombreux événements à caractère religieux. Ces rituels comprennent des fêtes comme celles de l'Église catholique, telles que Noël et l'installation d'une crèche ou de la Pâque provenant de la tradition juive. Ces faits peuvent être l'objet de débats complexes à l'intérieur des équipes professionnelles et avec les parents. « *Ces événements sont devenus des rituels sociaux et culturels qui ponctuent la vie sociale. Ils sont tous articulés à la religion.* » Ainsi, cette question demeure : comment, dans des lieux d'accueil de jeunes enfants inscrits dans un contexte de services publics, soumis aux valeurs des diverses conceptions de la laïcité, respecter les attachements aux rituels et le cadre institutionnel ? (Mony, 2011, p. 197).

Comme le suggère la **laïcité d'ouverture**, reconnaître les singularités des familles revient à les considérer comme un potentiel plutôt que comme des éléments portant à des divergences de position. Les reconnaître suppose de trouver la manière la plus juste de les accompagner. Divers supports méthodologiques peuvent être employés, pour approcher les nombreuses thématiques, tels que l'analyse de la demande des parents, des situations du quotidien, des observations, l'élaboration de projets en lien avec la pratique, etc. (Mony, 2011, p. 207).

D'après Monsieur Lorand, la question de la mort, par exemple, doit être thématisée avec les enfants, notamment lorsqu'ils y sont directement confrontés. Ne pas discuter de cette question serait un manque dans l'accompagnement des enfants et des familles face à la situation qu'ils vivent. Le piège est cependant de vouloir donner une réponse à ces thématiques et au besoin spirituel de l'enfant, en se tournant vers des réponses religieuses. Monsieur Lorand est persuadé qu'il faut laisser place à la discussion et au questionnement, plutôt que d'apporter une réponse. Il serait donc intéressant d'être créatif et d'aménager des espaces, des lieux qui permettent que ces questions soient partagées, débattues et exposées. Ceci permettrait à l'enfant d'exprimer ce qu'il vit, ce qu'il croit, ce qui lui a été transmis par sa famille, dans les institutions, telles que dans les crèches, les garderies et les unités d'accueil pour enfants, comme un support à sa propre réflexion.

La **laïcité exclusive**, quant à elle, s'oppose, dans l'espace public, à toutes les formes de domination qui s'exercent au nom des religions. Ceci inclut les pratiques émanées des familles qui confient leurs enfants aux établissements d'accueil et des professionnelles eux-mêmes, quand ceux-ci introduisent, dans l'exercice de leurs fonctions, des pratiques inspirées par des traditions religieuses (superstitions, port du voile, prières, restrictions alimentaires, agenda religieux, etc.) (Verba & Guélamine, 2014, p. 98).

Les rites consacrent une différence durable entre celui qui l'observe et celui qui ne l'observe pas. Ces usages réglés par la coutume ou la loi sont producteurs de liens sociaux en ce qu'ils réunissent les fidèles, mais ils sont aussi catalyseurs de fractures. (Verba & Guélamine, 2014, p. 104)

Ces usages peuvent donc « ... inspirer pour certains qui s'y reconnaissent un sentiment d'appartenance, mais pour d'autres qui ne s'y reconnaissent pas, un sentiment d'exclusion » (Verba & Guélamine, 2014, p. 104). Quelle réponse amener à ces divers types de sentiments ? Comment prendre en compte les avis et les enjeux d'une part et d'autre de ces deux groupes ?

« Le projet pédagogique permet d'officialiser le positionnement professionnel de l'équipe, mais surtout il permet à toute l'équipe de travailler dans le même sens avec le même objectif » (Mony, 2011, p. 177). L'équipe peut ainsi élaborer des actions qui favoriseraient la reconnaissance du multiculturalisme, en acceptant des signes et des pratiques religieuses dans son établissement, ou décider plutôt d'établir un espace neutre, sans pratiques ni signes religieux.

Ainsi, le projet pédagogique constitue une base claire, permettant de prendre position dans l'institution. A ce sujet, six projets pédagogiques ou chartes éducatives de structures⁸, se trouvant en Suisse romande, ont été analysés, en recherchant quelles décisions ou mesures avaient été prises au sujet du respect des croyances des familles.

Concernant le premier projet pédagogique, l'institution a pour but d' « Offrir un espace d'écoute et d'échange aux parents afin qu'ils soient reconnus comme partenaires de l'équipe éducative, l'enfant étant au centre des échanges ». Cet objectif permet ainsi de respecter leurs valeurs et leurs pratiques éducatives. Cet espace pourrait donc suggérer de prendre en compte leurs croyances et leurs appartenances religieuses (Structure 1).

Après avoir considéré la ligne pédagogique d'une autre crèche-nurserie, une valeur a été relevée qui pouvait également faire allusion au respect des croyances des familles : « Appartenance et identité ». L'équipe éducative s'engage à respecter le groupe d'appartenance de l'enfant et de sa famille, considéré comme caractère permanent et fondamental de chaque personne (Structure 2).

Suivant ce troisième projet pédagogique, l'éducatrice à travers les conversations menées avec les enfants (ainsi qu'à travers la ritualisation de la journée), travaille la notion de temporalité. Les fêtes qui viennent rythmer le déroulement de l'année (Noël, Pâques, Carnaval, etc.) font office de références temporelles (Structure 3).

Selon le quatrième projet pédagogique, l'éducatrice veille à ce que l'enfant soit pris en compte dans son individualité, tout en tenant compte du cadre collectif. « La prise en charge vise l'équité plus que l'égalité ». Le travail de l'équipe éducative auprès des enfants inclut la prise en compte de leur environnement familial. « Les besoins des familles varient selon leurs attentes, leur histoire, et leur culture ». L'ensemble des professionnelles au sein de cette institution souhaite s'adapter aux demandes des parents. Son but, en effet, « ... est de ne pas faire à la place mais de faire AVEC ». De cette manière, la construction d'un esprit de collaboration et d'un climat de confiance avec les parents va permettre à l'enfant de venir dans l'institution sans se sentir partagé entre ses loyautés à ses parents et celles qu'il entretient dans la structure (Structure 4).

En analysant le projet pédagogique spécifique d'un groupe, il a été constaté qu'aucune idée ou pensée ne faisait allusion aux croyances des familles. Toutefois, la charte de l'ensemble de la structure (nurserie-crèche-UAPE) est constituée de six valeurs dont le respect. Il est mentionné que « L'équipe éducative travaille dans le souci du respect et de la tolérance. Elle accueille chaque enfant de la même manière, sans distinction d'appartenance qu'elle soit culturelle, sociale ou religieuse. Elle veillera à ce que ces différences deviennent richesse » (Structure 5).

⁸ Par souci de confidentialité, toutes les structures citées dans ce travail sont anonymes.

Le dernier projet pédagogique examiné (Structure 6), énonce que l'équipe éducative a pris la décision de ne plus mener des activités créatrices ou bricolages le " obligés " pour les fêtes (Pâques, Noël, Fête des Mères, etc.). Cela permet à l'équipe éducative de rester à l'écoute de l'enfant, en respectant son rythme et sa liberté d'agir spontanément. Néanmoins, le fait de respecter les croyances ou les appartenances religieuses de l'enfant et de sa famille n'y est pas mentionné.

Après avoir analysé ces six projets pédagogiques, il a été constaté que seule une charte pédagogique mentionne spécifiquement l'appartenance religieuse. Les autres projets ont tous une valeur ou un objectif pouvant évoquer les croyances, sans toutefois le préciser.

Madame Morel relève, à ce sujet, que l'institution fédère et structure. En effet, les projets pédagogiques énoncent le cadre dans lequel les personnes vont être accueillies ainsi que la mission des professionnelles. C'est donc un besoin de la part de l'institution d'explicitier et de nommer, dans son projet pédagogique, la question du respect des croyances avec des modalités d'évaluation qui vont permettre d'ajuster ce que l'institution a mis en place. La charte est, selon elle, moins précise que le projet pédagogique, mais elle permet d'établir des principes autour d'une question. Malgré la complexité de la question, il est important de donner un cadre de références commun. Le projet pédagogique de l'institution permet de préciser sa propre quête de références, de système de valeurs et détermine ses possibilités et ses limites. C'est donc du ressort des responsables institutionnels de soutenir les équipes éducatives dans l'analyse de la pratique et à amener des pistes d'actions professionnelles au sujet des croyances et des appartenances familiales.

Le fait de pouvoir mener des colloques sur ce thème pourrait favoriser la réflexion de l'ensemble de l'équipe éducative et l'aider à prendre des dispositions visant le respect des croyances des familles. Ces décisions pourraient prendre en compte certains éléments concernant l'alimentation et les mesures prises à l'égard des enfants de familles d'origine musulmane, par exemple. Selon Jean-Noël Cuénod, il paraît possible d'éviter certains aliments comme le porc ou alors, si l'on ne peut s'en passer, de prévoir une alternative végétarienne. « *Il faut préserver en priorité ce moment fédérateur pour un groupe que constitue un repas pris ensemble* » (Cuénod, 2015, p. 241).

Monsieur Lorand partage l'opinion de Madame Morel, car il se méfie des implicites. Il est persuadé que la question spirituelle doit être intégrée aux chartes éducatives, aux protocoles d'intervention, aux différents éléments méthodologiques ou dans les documents des institutions. Il y a, actuellement, dans nos contrées, une résurgence de l'intérêt pour les questions spirituelles, mais plus uniquement dans les canaux traditionnels, suggérés par les Églises chrétiennes, par exemple. En effet, d'autres démarches, réflexions spirituelles, philosophies ou religions orientales émergent et soutiennent des pratiques et des signes religieux. C'est pourquoi, l'institution a tout intérêt à expliciter quelle place elle accorde à ces faits, de manière à ce que l'équipe éducative puisse répondre aux demandes des enfants ou des parents avec cohérence.

Malgré le fait que certaines institutions sociales fassent appel à un intervenant extérieur afin qu'il traite des questions spirituelles, Monsieur Lorand pense qu'il est du ressort des institutions et des éducatrices de l'enfance d'amener cet apport dans le processus de développement de l'enfant. Pour cette raison, il revient à l'institution de définir un cadre relatif à ce thème, pour que le personnel éducatif puisse l'assumer. Les EDE ont, en effet, une position privilégiée pour accompagner les enfants sur l'ensemble de leur évolution, y compris dans ce domaine.

3. Conclusion

3.1. Résumé et synthèse des données traitées

Après cette analyse de données, par rapport aux entretiens, il a pu être constaté que les personnes interrogées perçoivent la spiritualité ainsi que le respect des croyances des familles comme un aspect primordial de la prise en charge des EDE dans leur cadre professionnel. En effet, selon elles, cette réflexion permet de prendre des décisions de la part du personnel éducatif et de développer de nombreuses compétences, notamment en matière de développement personnel et de communication avec les parents. L'institution peut également définir certaines attitudes de la part des EDE, vis-à-vis des croyances, au travers d'une analyse plus approfondie de la laïcité et de ses deux formes principales.

Tout d'abord, divers avis divergent sur la définition de la laïcité. Beaucoup s'efforcent de la définir, de clarifier cette notion si complexe. Madame Morel préfère parler de notion de laïcité plutôt qu'un concept qui, pour elle, s'apparente davantage à un décret ou une loi. La laïcité, selon elle, n'est pas un dogme, mais un principe fédérateur qui peut favoriser la reconnaissance de la spiritualité de chacun et une séparation plus claire entre l'État et la religion. En effet, celle-ci permet à la fois la distinction entre le politique et le religieux et le " vivre ensemble ". De plus, la laïcité ne prône pas l'absence de religion. Pour elle, elle est plutôt un processus démocratique dans lequel les différents types de laïcité sont définis, au fur et à mesure de l'évolution de la société.

En effet, « *Le mot " laïcité " évoque des réalités fondamentalement différentes.* » Ainsi, il est difficile de définir la laïcité, car sa définition dépend du contexte dans lequel elle s'inscrit (Cuénod, 2015, pp. 209-210).

En Suisse, par exemple, à l'exception de deux cantons (Genève et Neuchâtel), règne une neutralité confessionnelle, comprenant une influence religieuse et un financement des cultes reconnus par des subventions directes ou un impôt ecclésiastique (Cerf & Horwitz, 2011, p. 305).

Comme traité dans le développement, il existe deux formes de laïcité principales : celle d'ouverture et celle d'exclusion. Cette différence est caractérisée par le rapport de chacun des modèles de laïcité aux sphères publique et privée.

La **laïcité exclusive** se résume par une obligation de la neutralité qui lui impose de s'abstenir, dans les actes publics de toute considération confessionnelle ou religieuse, susceptible de compromettre la liberté des citoyens dans une société pluraliste. En ce sens, elle vise à préserver la liberté de religion des citoyens, mais aussi à maintenir, dans un esprit de tolérance, la paix confessionnelle (Cuénod, 2015, p. 168).

Cette forme de laïcité prétend que le régime des religions est nuisible. Selon le point de vue de ses défenseurs, l'État n'est plus considéré comme un espace neutre, si la religion officielle reçoit des privilèges de ce dernier, dont elle porte les armoiries. Ces privilèges sont mal perçus par les citoyens qui appartiennent à cet État, mais qui ne font pas partie des Églises reconnues de droit public (Cuénod, 2015, p. 217). Les personnes qui prônent la laïcité exclusive sont d'avis, qu'en démocratie, il n'appartient pas à l'État de donner du sens à l'existence, ni de privilégier certaines institutions spirituelles de son choix plutôt que d'autres qui poursuivent le même but (Cuénod, 2015, p. 220).

La **laïcité d'ouverture**, quant à elle, veut garantir la liberté religieuse et la liberté de conscience. Les religions font partie de la réalité sociale, car il est difficile d'obtenir une cohésion sans un point de transcendance ou un horizon d'espérances. De plus, les sociétés d'aujourd'hui ont peur de perdre la mémoire, alors elles s'accrochent à ce qui leur permet de tenir ensemble l'héritage et l'avenir. Le tout est d'éviter qu'elles ne deviennent hégémoniques, que la loi de Dieu ne remplace celle des hommes ou qu'elles soient instrumentalisées et qu'elles se transforment en idéologies. Le religieux doit donc garder sa place, toute sa place pour ceux qui ont en besoin, mais rien que sa place. Cette forme de laïcité tend donc à agir pour une laïcité apaisée qui ne fasse plus de la religion

l'acteur d'un produit " choc ". Elle souhaite que l'espace public soit un espace ouvert à toute autorité sacrée, à toute sacralisation (Verba & Guélamine, 2014, pp. 32-33).

Elle consiste donc à se ménager une marge de manœuvre, une flexibilité requise par la nature diverse des situations ; elle vise donc une sorte d'équilibre dans les rapports entre les principes fondamentaux de la laïcité, cités ci-après (Jeffrey, 2014, p. 89).

Toutes les valeurs émanées et décrites dans les fondements des deux types de laïcité – la crainte du prosélytisme, la neutralité, le " vivre ensemble ", la prise en compte du patrimoine socio-culturel, le souci d'intégration des signes religieux et le respect de la liberté de conscience et de croyance - sont importantes. Cependant, la priorité accordée aux fondements mentionnés de la part de la laïcité exclusive ou de la laïcité d'ouverture engendre des approches différentes.

C'est donc cette approche qui a des répercussions sur le métier d'éducatrice de l'enfance. La posture professionnelle de l'éducatrice, dans un contexte de laïcité d'ouverture, se veut accueillante et ouverte à des signes et des pratiques religieuses. D'autre part, l'éducatrice de l'enfance montrera une certaine retenue quant à ses propres pratiques religieuses et celles des familles. Elle respectera ainsi le principe de neutralité confessionnelle au sein de la structure d'accueil, prônant les principes de la laïcité exclusive.

Cette position engendre également des conséquences sur la relation qu'elle établira avec les parents et la prise en compte de leurs demandes. Dans un cadre de laïcité d'ouverture, l'EDE prendra acte de la différence de position et de fonction entre la famille et la structure d'accueil. Toutefois, elle profitera de modalités, telles que la reconnaissance et la négociation, pour traiter les différences et instaurer un cadre ouvert, afin de sortir des enfermements culturels (Mony, 2011, p. 10). Au contraire, dans une structure ayant comme principe une laïcité exclusive, elle limitera les échanges sur les questions religieuses avec les parents et le groupe d'enfants. La position de l'équipe éducative favorisera une structure d'accueil neutre, en limitant les pratiques et les signes religieux.

En définitive, il est principalement du ressort de l'institution de mener une réflexion approfondie autour des principes en lien avec les croyances et les appartenances religieuses ou spirituelles des familles. En effet, elle bénéficie donc d'une certaine légitimité à se positionner face à cette question. La direction pourrait, par exemple, expliciter, au travers du projet pédagogique de l'institution, les valeurs et les attitudes éducatives adéquates à adopter face à des situations en lien avec les croyances des familles. C'est ainsi que l'ensemble de l'équipe éducative pourra se référer à un document institutionnel clair et précis.

3.2. Analyse et discussion des résultats obtenus

Ce présent questionnaire a émergé à partir d'observations faites en tant qu'enfant, mais aussi en tant qu'éducatrice en formation, lors des périodes de formation pratique. J'ai ainsi pu constater un réel besoin de combler ce manque d'informations et d'explicitations concernant les structures d'accueil, en matière de laïcité.

Après avoir mené ce travail de recherche, je me suis rendu compte que les deux types de laïcité peuvent être perçus de manière différente.

Pour certains, la **laïcité exclusive** est une laïcité de combat. Monsieur Lorand a, par exemple, assisté à un colloque sur la laïcité exclusive, présentée comme un outil fondamental pour lutter contre les dérives de la société, telles que le prosélytisme et la radicalisation. En reprenant l'émergence historique, la laïcité a été instituée pour se protéger des abus de pouvoir religieux, dans les questions politiques. Elle visait donc à empêcher des immiscions de l'Église catholique ou d'un autre pouvoir religieux.

Néanmoins, Monsieur Lorand envisage la laïcité exclusive de manière non productive, car elle impose au personnel éducatif un repli complet vis-à-vis de ce thème. En effet, aborder le sujet des religions dans un cadre institutionnel de laïcité exclusive représenterait une menace à la neutralité absolue de l'espace public. Il a, à ce propos, rencontré, lors ce

colloque, des enseignants provenant de France qui relataient des expériences vécues sur leur terrain professionnel. L'un de ces enseignants a raconté avoir été témoin de conflits entre des élèves, lors des récréations, dus à leurs origines religieuses. Toutefois, l'enseignant ne pouvait évoquer ni traiter ces conflits, dans le cadre de son cours.

Pour d'autres, la **laïcité d'ouverture** est une laïcité permissive qui autorise non seulement l'expression des pratiques et des signes religieux reconnus de droit public, mais également d'autres types de religion dans la sphère publique. Cette cohabitation serait trop complexe à réguler. De plus, elle ne fait pas preuve d'égalité, car les religions reconnues de droit public détiennent des avantages, notamment par des subventions et une reconnaissance, contrairement à d'autres cultes. Cette posture de la part de l'État aurait comme conséquence de compromettre la neutralité dans l'espace public et l'égalité vis-à-vis des autres religions.

La laïcité d'ouverture serait dépréciée par les individus qui prônent la laïcité exclusive du fait qu'elle est « *souvent comprise comme une indifférence à certaines religions, ou comme une incompatibilité de la religion avec le domaine public* » (Guélamine, 2014, p. 90). Le " vivre ensemble " est également considéré, comme étant compromis par l'expression du fait religieux. Dans ces cas de figure, les traditions, rites ou croyances religieuses accueillis et acceptés dans la laïcité d'ouverture empêchent, réduisent, ou complexifient les opportunités de travailler à l'élaboration d'un projet de vie et d'un parcours d'insertion (Verba & Guélamine, 2014, p. 132).

J'ai réalisé, au travers de mes recherches théoriques, que la laïcité exclusive au sens littéraire ne permet pas une prise en compte de la dimension spirituelle dans la profession de l'éducatrice de l'enfance.

Toutefois, en interviewant une directrice d'école en France, je me suis rendu compte, qu'empiriquement, cette laïcité exclusive n'est pas appliquée de la même manière dans les diverses régions de France. D'après le témoignage et l'expérience de Madame Morel, il est fondamental d'accueillir le parent quel que soient ses appartenances spirituelles. Cet élément est abordé en formation, par rapport à l'accompagnement de la parentalité et à la prise en compte de leur univers. Comme le souligne Madame Morel, il existe, en France, une ambivalence structurelle. En effet, ce pays n'a pas de mode d'intégration communautaire, mais individuelle, concernant les personnes d'origine étrangère qui ont un capital religieux, culturel, social, etc. Ce mode d'intégration individuelle crée une ambivalence et rend la situation complexe. De plus, le Gouvernement de la République française a émis des réserves au regard de l'article 30 qui porte sur le droit des enfants des minorités linguistiques et culturelles :

Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des personnes d'origine autochtone, un enfant autochtone ou appartenant à une de ces minorités ne peut être privé du droit d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue en commun avec les autres membres de son groupe. (Assemblée générale, 2016, Convention relative aux droits de l'enfant)

Cette réserve vis-à-vis de cet article cause donc des conflits et des tensions, car il existe un niveau de reconnaissance avec lequel les professionnelles ne sont pas à l'aise et qu'ils ne savent pas de quelle manière gérer. Malgré cette réserve, la plupart du temps, les EDE respectent les attachements des enfants et essaient de penser, au sein des établissements, au " vivre ensemble ". Madame Morel a relaté l'exemple d'enfants accueillis dans une maison à caractère social, ayant la liberté de vivre et de pratiquer leur religion, grâce au personnel éducatif. De plus, d'après elle, le sujet des croyances est inévitablement abordé de manière directe ou indirecte, quant à des préoccupations d'ordre pratique, telles que les restrictions alimentaires, par exemple.

Comme le souligne Myriam Mony, « *Le déni de la différence est contradictoire avec le respect de la laïcité.* » En effet, elle est d'avis que la laïcité fonctionne comme un repère pour instituer le fonctionnement de la société hors du champ de la religion. De plus, la

société n'exclut pas le spirituel d'une manière radicale. C'est pourquoi, elle soutient une laïcité qui garantisse le respect des attachements culturels et des singularités, aspects qui se retrouvent dans la laïcité d'ouverture. (Mony, 2011, p. 53).

Monsieur Daniel Verba est également d'avis que les professionnelles de l'enfance se trouvant en France, pays prônant la laïcité exclusive, sont loin de respecter une stricte laïcité et que les institutions républicaines restent durablement marquées par ce que les sociologues des religions appellent la " catho-laïcité ". Ce terme désigne un dévoiement de la laïcité favorable à l'expression de toutes les religions, au profit d'une laïcité orientée vers le catholicisme et au détriment des autres confessions. (2014, p. 105).

Au vu de ces éclaircissements et de ces résultats, l'interrogation posée par Monsieur Bernard Lescaze est pertinente : « *Toute disposition touchant de près ou de loin les relations entre la société civile, le politique et la religion devrait être analysée de ce double point de vue : la mesure sert-elle l'intégration ou conduit-elle à l'exclusion ?* » (Cuénod, 2015, p. 12).

Il est clair que la réponse à cette question demeure complexe. Je partage l'avis de Monsieur Lorand qui est convaincu qu'un élément clé, afin d'établir un partenariat basé sur le respect avec les parents, est l'explicitation du modèle anthropologique visant à prendre en compte toutes les dimensions de l'être humain. Le respect réside dans le partage de discussions mais aussi de confrontations, plutôt que dans l'ignorance ou la mise à l'écart des personnes qui n'ont pas les mêmes représentations.

C'est pourquoi, les institutions auraient avantage à réfléchir aux rituels qui sont présents, pour symboliser, avec les enfants, des sujets difficiles à leur expliquer sur le plan cognitif, purement intellectuel. De plus, le fait de pourvoir à la découverte spirituelle de l'enfant ne devrait pas être uniquement du ressort des familles. Je crois, tout comme Monsieur Lorand, à la création d'espaces, de lieux où ces questions peuvent être prises en compte quand elles surgissent. Il ne s'agit pas forcément de les provoquer, car, lorsque les enfants ressentent le besoin d'en parler, ils évoquent ces thèmes. Même si ces questions surgissent, de manière fortuite, il est important de leur donner une place. Cette place doit donc être imaginée, préparée et conçue préalablement, dans le but de favoriser le questionnement des enfants plutôt que de donner des formes de réponse dans l'urgence.

Monsieur Lorand considère donc l'espace public comme étant ouvert à différentes formes religieuses plutôt que comme un espace privé de toutes manifestations des appartenances religieuses ou autres. Il ne prône pas une obligation à accepter les signes religieux, dans des espaces de socialisation tels que les écoles ou les crèches, mais il ne préconise pas non plus une interdiction totale des signes religieux. Il est de l'avis que la religion reconnue de droit public remplit des fonctions sociales, lors de messes d'enterrement, par exemple, même pour des personnes non croyantes.

Mais quelles peuvent être les pratiques religieuses qui pourraient susciter une prise de position ou une attitude professionnelle particulière dans le quotidien de l'éducatrice de l'enfance ?

Au cours de l'une de mes périodes de formation pratique, j'ai été confrontée à la situation suivante : lors d'une ballade avec des enfants âgés de trois à quatre ans, nous nous sommes promenés dans un village. Nous nous sommes alors arrêtés devant une chapelle et, à la demande des enfants, nous y sommes entrés. C'est alors que les enfants ont aperçu Jésus sur une croix. Sur le chemin du retour, un enfant nous a demandé qui était Jésus. Une collègue lui a alors répondu qui il était et pourquoi il était sur la croix. Cette réponse était basée sur des croyances venant de l'Église catholique. Je me suis, dès lors, demandé si cette réponse respectait vraiment les croyances des parents de l'enfant ainsi que celles de l'ensemble du groupe d'enfants.

Suite à ce travail de recherche, je pense qu'il n'est pas adéquat de donner aux enfants des réponses basées sur nos propres convictions. Cependant, ceci implique une posture professionnelle réfléchie, avant une intervention, vis-à-vis de ce genre de questions. Cette

réflexion peut permettre d'amener une réponse respectant les croyances des familles. En réalité, Jésus est considéré comme un certain personnage dans l'Église catholique, mais d'autres religions et croyances ont une représentation différente de Jésus. Il faut donc être vigilant et prudent avant de répondre de manière spontanée à des questions qui peuvent survenir à l'improviste.

Ceci ne sous-entend pas qu'il ne faut apporter aucune réponse à l'enfant. Toutefois, par respect pour les croyances de ses parents, nous pourrions nous adresser à eux afin de connaître les valeurs et idées qu'ils veulent transmettre à leur enfant. Lorsque, comme dans cette situation, nous nous retrouvons dans un lieu de culte catholique, nous pourrions expliquer à l'enfant que selon l'Église catholique Jésus revêt un certain rôle. Il faudrait cependant spécifier que d'autres religions ont une représentation différente de Jésus. Une autre possibilité serait d'interroger le groupe d'enfants et de laisser expliquer aux enfants qui le souhaitent qui est Jésus pour eux. De cette manière, nous ne transmettons pas une idée religieuse à l'enfant mais nous l'informons de diverses croyances vis-à-vis du même personnage, en l'occurrence Jésus.

Le décès d'un proche de l'enfant et de la famille ou le questionnement d'un enfant au sujet de la mort porte l'éducatrice à adopter une posture professionnelle. Il est vrai qu'il est arrivé, dans mon expérience professionnelle, que des membres de l'équipe éducative ont répondu que la personne va au ciel après sa mort. Cependant, de nombreuses religions ne partagent pas cette croyance de la vie céleste après la mort. Des religions, telles que le bouddhisme ou les Témoins de Jéhovah, ont d'autres croyances que les professionnelles doivent respecter.

Pour conclure, un retour à la situation mentionnée au début de ce travail, dans l'introduction, concernant la fête du " Petit Noël ", s'impose. Monsieur Lorand est d'avis qu'il serait dommage d'éviter de telles occasions de rencontre, sous prétexte de vouloir éviter de froisser certaines personnes. Selon lui, la pratique culturelle a pris le pas sur le religieux. Ces événements dépassent la fête religieuse, puisque l'enfant sera forcément confronté à des éléments issus de ces fêtes dans les rues, les commerces et donc dans l'ensemble de l'espace public, tout au long de l'année. Selon lui, il est donc impossible de faire complètement abstraction de ces fêtes dans les institutions. Monsieur Lorand serait ouvert au fait que d'autres types de fêtes soient organisées, comme des opportunités de se réunir, si, par exemple, la proportion d'enfants ayant d'autres appartenances religieuses augmentait. Cet avis est également partagé par Madame Morel qui pense qu'il faut accepter la distinction entre le religieux et le culturel. Beaucoup de tact est néanmoins nécessaire dans le dialogue et la transmission d'informations, pour que certaines familles ne se sentent pas agressées ni mises de côté. Au contraire, l'invitation à ce type d'évènement devrait être considérée comme une occasion de rencontre et d'intégration, et non comme une forme de contrainte, d'exclusion ou de prosélytisme.

Patrick Banon énonce cette déclaration forte : « *Celui qui considère que sa religion aurait vocation à séparer, exclure, traiter différemment les autres montre la méconnaissance de sa propre religion. Celui qui écarte de manière discriminatoire les pratiques religieuses qui ne lui conviennent pas fait preuve d'injustice.* » (Banon, 2016, p. 43). Suivant cet auteur, je suis de l'avis que les pratiques religieuses ou les signes qui apparaissent dans les structures d'accueil n'ont pas pour but d'exclure ou de séparer les religions les unes des autres. Il faut tout de même être vigilants et faire preuve de finesse, vis-à-vis de ces questions. Je suis consciente de la valeur attribuée aux pratiques religieuses et à leur dimension culturelle ; de plus, je pense qu'il faut respecter les parents qui accordent une importance particulière à l'origine de ce genre de pratiques. Ce respect pourrait donc se traduire par le fait de ne pas réaliser d'activités en lien avec des événements ayant des origines religieuses, lorsqu'un enfant qui n'a pas les mêmes appartenances religieuses est présent.

3.3. Limites du travail

Une première limite à ce travail a été le manque de documentation sur le respect des croyances ou concernant la position des structures d'accueil de l'enfance, en Suisse, sur ce sujet. De nombreux ouvrages ont été trouvés en France, relatifs au milieu scolaire obligatoire, ce qui m'a contraint à comparer les deux réalités de terrain professionnel similaires, mais toutefois différentes.

De plus, je pensais qu'en interviewant une spécialiste en matière de diversité religieuse se trouvant en France et un enseignant en spiritualité en Suisse, leurs avis auraient été contrastés. Bien que leur réalité professionnelle, due au contexte dans lequel ils vivent, soit différente par rapport à la laïcité en vigueur dans leur pays, leurs points de vue sur de nombreuses questions se rejoignent.

Le nombre de pages limité ne m'a pas permis de situer les perspectives du contexte et de l'histoire des deux pays concernés, la Suisse et la France. Ce supplément d'informations aurait, sans doute, permis de mieux comprendre les fondements des deux modèles de laïcité. Toujours concernant cette perspective, une limite a aussi été celle de ne pouvoir étudier l'historique du positionnement des professionnelles en lien avec l'objet de ma recherche.

De plus, il aurait été intéressant d'analyser des pratiques et des positions différentes d'autres pays ainsi que leur rapport à la sphère privée et publique, par rapport aux religions. Il aurait également été profitable à cette recherche de consulter des ouvrages provenant d'autres pays, afin de connaître d'autres pratiques, mises en place au sein du domaine de l'enfance, qui ont pour but de respecter les croyances des familles.

Une autre limite de ce travail réside dans le fait que les pistes d'action concrètes évoquées sont peu approfondies et ne sont pas exhaustives. La raison en est que ce travail portait plus spécifiquement sur les deux conceptions de laïcité et leur impact sur le respect des croyances des familles dans le cadre de l'activité professionnelle de l'éducatrice de l'enfance.

Ainsi, ce travail d'analyse s'est principalement concentré sur le rôle des éducatrices et des institutions, et non sur le point de vue des parents et des enfants eux-mêmes. Comme mentionné dans le développement, il a été constaté que le thème des croyances ne s'inscrivait que rarement dans la charte éducative ou dans le projet pédagogique. Il aurait donc été intéressant d'examiner, de manière empirique, quelles sont les pratiques mises en place sur le terrain.

L'apport de l'ethnologie aurait également été bénéfique sur des questions liées à la migration. Il aurait permis de discerner des manifestations culturelles spécifiques, notamment en rapport avec les pratiques religieuses. Il aurait été également judicieux de confronter les divergences ou les convergences entre la ruralité et l'urbanité.

3.4. Perspectives et pistes d'actions professionnelles

Je pense que le rôle de l'éducatrice est effectivement d'aller à la rencontre des familles, de les accueillir et de les solliciter pour qu'elles enrichissent son travail de leurs pratiques culturelles. Cet enrichissement passerait par l'ouverture d'un espace permettant aux parents de proposer un éveil culturel et artistique, fondamental au développement de l'enfant. Ce type d'espace pourrait permettre aux parents d'exprimer leurs convictions et de présenter, par exemple, les fêtes ou les croyances qui ponctuent leur vie.

A ce sujet, de nombreux projets pourraient être mis en place, afin de créer des espaces consacrés aux parents ayant d'autres appartenances religieuses et souhaitant en faire part aux autres familles. Malgré le fait que je sois convaincue que cette suggestion pourrait être une véritable ressource et une richesse au sein de structures d'accueil, je suis pleinement consciente que ce type de projet est complexe. De plus, cette thématique est particulièrement délicate, car elle touche, pour certains, un aspect très intime de leur vie.

En effet, chacun est singulier et agit en fonction de son propre vécu. Ainsi, chaque professionnelle et chaque famille a son propre rapport au religieux. Il est donc difficile que tous soient ouverts à présenter leurs coutumes ou que leurs enfants participent à des activités où ils pourraient apprendre davantage sur d'autres religions. En dépit de cette réalité, ce travail de mémoire me servira de support théorique, afin d'aborder cette thématique avec mes collègues. J'aurai alors des éléments concrets à leur montrer qui pourront susciter le débat.

De plus, je pense que la dimension spirituelle ainsi que sa prise en charge ont entièrement leur place dans les projets institutionnels. Monsieur Lorand s'interroge, à ce sujet, sur le fait qu'il faudrait peut-être avoir une forme de certification ou de label, en lien avec la question spirituelle, dans le domaine du travail social. Les professionnelles de l'enfance pourraient ainsi établir une certaine ligne de conduite, sous la direction des institutions. Ce type de label pourrait donner naissance à la création d'espaces et de lieux où les questions d'ordre spirituel peuvent être prises en compte quand elles surgissent. Lors de situations complexes, en lien avec les questions spirituelles, les institutions pourraient ainsi créer un réseau, en faisant appel à des intervenants externes experts en la matière. Je suis cependant lucide quant au fait que les critères et les normes sont très difficiles à définir, lorsqu'il est question de croyances. Madame Morel est, contrairement à Monsieur Lorand, de l'avis que l'on ne bâtit pas une société par décret. Pour elle, le fait d'ajouter des normes, des critères et des réglementations ne va pas réguler les problèmes. Ainsi, il est du ressort de l'EDE de contextualiser les situations par rapport à des repères méthodologiques instaurés dans la structure dans laquelle elle travaille. Un repère mis en place pourrait être par exemple celui d'accepter toutes les restrictions alimentaires d'ordre religieux.

Je n'ai malheureusement pas eu la possibilité de m'entretenir avec des parents d'enfants fréquentant des structures d'accueil, afin de connaître leur point de vue sur la thématique des appartenances religieuses, ni de prendre connaissance de leurs attentes. Je pense que cela pourrait constituer un point très intéressant à développer lors d'une prochaine recherche de ce type.

Étudier l'évolution des représentations de la société, d'un point de vue sociologique, vis-à-vis des croyances et des appartenances serait, par conséquent, profitable aux éducatrices de l'enfance. Ceci permettrait d'avoir une connaissance plus précise des données actuelles concernant la place des croyances dans la société.

Au terme de ce travail de recherche, il est pour moi évident, que la question des besoins spirituels des enfants doit être creusée et approfondie, grâce à un cours qui aborderait spécifiquement la prise en compte des besoins spirituels des enfants. Comme le souligne Monsieur Lorand, on parle actuellement, dans le domaine du travail social, aisément de sexualité (comme d'assistance sexuelle à des personnes en situation de handicap, par exemple), d'euthanasie ou de régulation des naissances. Malheureusement, il est encore difficile de thématiser les questions religieuses et spirituelles, au sein de la formation en travail social. Ce thème demeure l'un des derniers tabous de ce domaine. Une perspective professionnelle primordiale est donc la prise de conscience de ce tabou de la part des institutions et des écoles formatrices (formations initiales et continues). Les professionnelles pourraient, lors de ces cours, analyser leur propre rapport au spirituel et considérer diverses situations sujettes à une prise de position particulière, en regard de leurs propres croyances ou de celles des familles. Elles développeraient ainsi une certaine sensibilité et une attention plus affinées dans leur pratique professionnelle.

3.5. Remarques finales

Ma position à l'égard de la question de la laïcité est, grâce à ce travail, bien plus définie. Suite à ces recherches, je soutiens qu'il est primordial, pour l'intérêt et le bien de l'ensemble de la société, d'établir une séparation claire et distincte entre le religieux et le politique. Je suis également de l'avis que l'État ne doit pas subventionner certaines religions de droit public d'office. Seuls les citoyens voulant participer aux contributions

financières de ces religions devraient le faire. Toutefois, je valide le fait que les citoyens puissent avoir le choix de subventionner, par leurs impôts, les religions reconnues de droit public ou pas.

Personnellement, je suis ouverte quant au fait de montrer des signes religieux en public, car je ne les ressens pas comme une volonté d'imposer des croyances, de favoriser l'inégalité ou encore une absence de neutralité. De plus, je suis tout à fait consciente que certains phénomènes ont une connotation et une forte valeur patrimoniale, et culturelle. Cet élément justifie, en partie, la présence de signes religieux, tels qu'un arbre de Noël ou une décoration de Pâques à l'entrée de la structure d'accueil, par exemple.

Il faut toutefois être sensible et vigilant par rapport aux enjeux sous-jacents qu'accordent les parents lorsqu'ils permettent ou pas à leurs enfants de participer à certaines activités. En effet, l'enfant ne doit pas se sentir exclu par rapport à la position de sa famille vis-à-vis de ces pratiques. Il a le droit d'être différent et cette différence ne doit pas être perçue comme une entrave à son intégration dans la structure d'accueil. L'une des missions principales du métier d'éducatrice de l'enfance est d'intégrer l'enfant dans la société. C'est pourquoi, son devoir est de favoriser l'égalité des enfants, indépendamment de leur origine ou des valeurs qui leur appartiennent.

Je partage l'opinion de Patrick Banon qui souligne que, malgré le fait que nul ne soit propriétaire de la génération suivante, chacun a la responsabilité de la préparer au mieux-vivre ensemble (2016, p. 95). Cette préparation passe, selon moi, par une pédagogie de la diversité, de la reconnaissance, car ces éléments vont permettre aux enfants d'apprendre à vivre ce qu'ils sont et à respecter ce que sont les autres.

Pour moi, le plus important est que l'enfant réussisse à se créer et à se forger sa propre opinion sur ces questions. En effet, lui imposer une quelconque opinion religieuse ou spirituelle ne fait pas partie du rôle de l'éducatrice. La structure et ses professionnelles peuvent contribuer à l'expression et au développement de la dimension spirituelle de l'enfant et du groupe d'enfants par un éveil à différentes croyances et cultures religieuses. Il existe, pour moi, une différence notable entre le fait d'exposer diverses appartenances religieuses à l'enfant afin de contribuer ainsi à son éthique et sa culture des religions et le fait de les lui imposer comme justes, uniques et véridiques. Ainsi, des espaces prévus à cet effet, mais également la professionnelle doivent accueillir, de manière bienveillante, les réflexions et les questions de l'enfant. Ce dernier ainsi que ses parents doivent donc se sentir libre de s'exprimer, de donner leur opinion et de vivre leurs croyances, dans un certain cadre défini par l'institution. « *L'enfance, c'est aussi l'apprentissage de la liberté. Car, elle porte en elle des éléments intégrateurs* » (Cuénod, 2015, p. 241). Cette liberté permettra à l'enfant d'accroître son sens critique et son ouverture aux autres. Albert Einstein s'exprime ainsi à ce sujet : « *Toutes les religions, les arts et les sciences sont comme les branches d'un même arbre. Toutes ces aspirations tendent vers l'anoblissement de la vie de l'homme, pour l'extraire de la simple existence physique et le guider vers la liberté* » (Conseil de l'Europe, 2016, Les religions et les convictions).

Pour ma part, j'approuve une certaine forme d'équilibre entre la laïcité d'ouverture et exclusive. Cet équilibre entre la laïcité d'ouverture et d'exclusion se nuance lors des différentes situations qui se présentent. La laïcité d'ouverture permet, dans certains cas, comme lorsque des enfants posent des questions existentielles, telles que « *où va-t-on quand on meurt ?* », de pouvoir mettre des mots, mais aussi de laisser la place au questionnement. Dans d'autres circonstances, certains parents voudront peut-être que ces questions soient exclusivement traitées dans le cadre familial. Le fait d'appliquer les principes de neutralité de la laïcité exclusive dans le cadre institutionnel serait alors aussi une forme de respect.

En ce qui concerne le partenariat entre l'EDE et les parents, la professionnelle doit veiller à ne pas faire peser un regard jugeant à travers son langage verbal ou non-verbal. Son rôle consiste à faire en sorte que le parent se sente intégré et reconnu. En effet, la relation instaurée avec le parent repose sur ce principe fondamental : « *Le parent est le premier*

responsable de l'éducation de son enfant et il a la compétence pour assumer ce rôle » (M. Overney, communication personnelle [Polycopié], 27 septembre 2016).

L'EDE doit donc être particulièrement attentive quant aux préjugés qu'elle pourrait avoir ou véhiculer par rapport à certaines religions. Comme l'indique un journal belge, le « *facteur religieux s'exprime davantage dans les stéréotypes et les préjugés que par le passé* », notamment vis-à-vis de l'Islam. (Deproost, 2016, Opinions - Religieux, Stéréotypes, Préjugés) Divers stéréotypes sont diffusés à leur sujet comme le fait qu'« *Ils sont tous les mêmes* » ou encore qu'« *Ils représentent une menace pour nous* ». (Conseil de l'Europe, 2016, Les religions et les convictions) Un amalgame peut être présent dans l'esprit des professionnelles, et ce, vis-à-vis de toutes les religions. C'est pourquoi, l'EDE veillera à ne pas établir de liens de cause à effet. C'est de son devoir d'aller rechercher des informations précises par rapport à une certaine religion, afin de "travailler" ses idées préconçues, de ne pas briser le respect entretenu pour les parents et de rester congruente. Cette prise de conscience permet ainsi de n'émettre aucun jugement ni sur le parent, ni sur ses croyances. Cette position de respect et de non-jugement peut transmettre un message positif, non seulement à l'enfant et à la famille concernés, mais aussi à tout le groupe d'enfants. Toutefois, il peut arriver qu'une situation soit trop difficile ou pesante pour une EDE, en lien peut-être avec son vécu ou ses propres représentations. Elle devrait donc avoir la possibilité de trouver du soutien et une aide extérieure, auprès d'un membre de l'équipe éducative de l'institution ou de la part d'un superviseur, par exemple, pour qu'elle puisse se sentir écoutée et analyser la situation.

Le respect est une valeur propre à chaque personne et, par extension, à chaque communauté et à chaque pays. Par exemple, le respect des croyances peut être perçu de manières différentes. Pour certains, le fait d'éviter des situations présentant des différences de croyance, dans les signes ou les pratiques religieuses, en est une démonstration. Pour d'autres, le respect se traduit par une ouverture face à la différence et une prise en compte des diversités, notamment religieuses. Quelle que soit la position personnelle de chacun, le but de ce travail a été celui de mener une réflexion sur la posture de l'éducatrice de l'enfance et de l'institution vis-à-vis de la différence en matière de croyances des familles. Je suis profondément convaincue que, pour respecter les croyances, d'une manière ou d'une autre, il est tout d'abord important de ne pas considérer la question des religions comme un thème tabou. En effet, ce sujet, relevant de l'intime pour certains, fait partie de notre société, de chaque être humain. De plus, dans le contexte actuel, la diversité et l'interculturalité religieuses se développent et des événements socio-politiques ont un fort impact sur la société. C'est pourquoi, ce sujet si important ne devrait pas être négligé.

Pour conclure, j'ai eu beaucoup de plaisir à effectuer ce travail de recherche, car il m'a donné l'occasion de développer des capacités de réflexion en lien avec ma thématique et un point de vue critique vis-à-vis d'un thème aussi délicat et intime que celui des croyances. Mon but principal a été, plutôt que de répondre à ma question de manière catégorique, de susciter le questionnement au sujet du respect des croyances. Comprendre les nombreux enjeux qui se cachent derrière ces deux formes de laïcité m'a permis d'affiner ma position professionnelle par rapport à ce thème. Le choix de ce sujet, lié à mon vécu et à mes croyances, a été influencé par des valeurs qui me sont chères, comme le droit à la différence et le non-jugement, lesquelles se traduisent par le respect. En conclusion de ce travail de mémoire, cette citation résume le message que je souhaite transmettre :

L'enfant doit être notamment protégé contre les pratiques qui poussent à la discrimination raciale, à la discrimination religieuse ou à toute autre forme de discrimination. Il doit être élevé dans un esprit de compréhension, de tolérance, d'amitié entre les peuples, de paix et de fraternité universelle, et dans le sentiment qu'il lui appartient de consacrer son énergie et ses talents au service de ses semblables. (Banon, 2016, p. 95)

4. Table des références

- Assemblée générale. (2016). Convention relative aux droits de l'enfant. Accès <http://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/crc.aspx>
- Banon, P. (2016). *Guide du mieux vivre ensemble , ma laïcité, ma religion, mon identité*. Arles: Actes Sud.
- Beaubérot, J. (2000). *Histoire de la laïcité en France*. Paris: Que sais-je?
- Beaubérot, J. (2009). *Les laïcités dans le monde*. Paris: Que sais-je?
- Bidar, A. (2012). *Pour une pédagogie de la laïcité à l'école*. Paris: La documentation Française.
- Bobineau, O., & Tank-Storper, S. (2012). *Sociologie des religions*. Paris: Armand Colin.
- CAL Luxembourg. (2016). *L'interculturalité* [Illustration]. Accès <http://www.laiciteluxembourg.be/interculturalite/>
- Cerf, M., & Horwitz, M. (2011). *Dictionnaire de la laïcité*. Paris: Armand Colin.
- Canton du Valais. (2010). *Directives pour l'accueil à la journée des enfants de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité primaire*. Sion: Service cantonal de la jeunesse.
- Communautarisme (sociologie). In *Wikipédia*. Accès 22 août 2016 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Communautarisme_\(sociologie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Communautarisme_(sociologie))
- Conseil de l'Europe. (2016). *Les religions et les convictions*. Accès <http://www.coe.int/fr/web/compass/religion-and-belief>
- Cuénod, J.-N. (2015). *Ne retouche pas à mon dieu! Bilan de la laïcité. D'où vient-elle? Où va-t-elle?* Genève: Slatkine.
- Cyrułnik, B., & Rameau, L. (2012). *L'accueil en crèche*. Mercuès: Philippe Duval.
- Dedien, J. (2012). *Lexicographie*. Accès <http://www.cnrtl.fr/definition/communautarisme>
- Deproost, E. (2016). *Opinions - Religieux, Stéréotypes, Préjugés*. Accès http://actualite-debats.lalibre.be/_opinions/religieux-stereotypes-prejuges.html
- Dupraz, L. (2012). *Baby-Loup, histoire d'un combat*. Toulouse: Érés.
- Grand conseil de la République et canton de Genève. (2016). *Loi sur l'instruction publique*. Accès https://www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_c1_10.html
- Guélamine, F. (2014). *Faits religieux et laïcité: le travail social à l'épreuve*. Issy-les-Moulineaux: ESF.
- Haarscher, G. (1996). *La laïcité*. Paris: Que sais-je?
- Jeffrey, D. (2014). *Cultures & Sociétés, Sciences de l'Homme*. Paris: L'Harmattan.
- Kuengiend, M. (2010). *République, Religion et Laïcité; De l'humanisme aux droits de l'homme*. Paris: L'Harmattan.
- Le Conseil fédéral. (2016). *Constitution fédérale de la Confédération suisse*. Accès <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>
- Le Gal, J. (2008). *Les droits de l'enfant à l'école Pour une éducation à la citoyenneté*. Bruxelles: De Boeck.
- La politique en Suisse. In *Wikipédia*. Accès 24 juillet 2016 https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_en_Suisse#Les_principes_de_subsidarite.C3.A9_et_de_proportionnalite.C3.A9
- Leblanc-Guillois, A. (2015), L'interculturalité, une richesse pour les lieux d'accueil de la petite enfance. *Métiers de la petite enfance, Éveil et développement*, 224-225, 21-23.

- Lob, G. (2015). *Au Tessin, le port de la burqa sera passible de lourdes amendes*. Accès http://www.swissinfo.ch/fre/verbot-der-gesichtsverschleierung-_copy-of-kantonales-anti-burka-gesetz-mit-hohen-geldbussen/41800832
- Moisset, P. (2015). Accueillir la diversité. *Métiers de la petite enfance; Éveil et développement*, 224-225, 13-23.
- Mony, M. (2011). *Entre laïcité et diversité, quelles perspectives éducatives pour les jeunes enfants?* Toulouse: Érès.
- Mony, M. (2011). Entre laïcité et diversité, quelles perspectives éducatives pour les jeunes enfants? *Le Furet*, 66, 26-27.
- Nadia, G. (2012). *La neutralité n'est pas neutre!* Bruxelles: La Mulette.
- Office fédéral de la statistique. (2016). *Migration et intégration*. Accès http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/infothek/erhebungen__quellen/blank/blank/ves/00.html
- Ott, L. (2012). Respect! *Le journal des professionnels de la petite enfance*, 75, 64-65.
- Overney, M. (2016). CGSE [Polycopié]. Sion : ES Domaine Social Valais.
- Perez, L. (2013). *La laïcité inclusive est une valeur québécoise*. Accès <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/385651/la-laicite-inclusive-est-une-valeur-quebecoise>
- Preissing, C., & Wagner, P. (2006). *Les tout-petits ont-ils des préjugés? Éducation interculturelle et antidiscriminatoire dans les lieux d'accueil*. Ramonville Saint-Agne: Érès.
- Régis, D., & Didier, L. (2016). *La laïcité au quotidien; Guide pratique*. Paris: Folio.
- Ricœur, P. (1996). *La Critique et la Conviction*. Paris: Gallimard.
- Tourev, P. (2016). *Toupictionnaire: le dictionnaire de politique*. Accès <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Proselytisme.htm>
- Trémoulinas, A. (2013). *La sociologie pour les nuls*. Paris: First-Gründ.
- Verba, D., & Guélamine, F. (2014). *Interventions sociales et faits religieux, Les paradoxes des logiques identitaires*. Rennes: Presses de l'EHESP.
- Vitard, S. (2012). *Atelier découverte de La Gestalt - thérapie : le pentagramme de Serge Ginger*. Accès <http://www.gestalt-therapie-rouen.com/pentagramme.html>
- Zbinden, R. (2015). *Valais: L'initiative pour un Etat laïque retirée*. Accès <https://www.cath.ch/newsf/valais-linitiative-pour-un-etat-laique-retirée/>

Annexes

Annexe 1 : Grille d'entretien (vierge)

Dimension 1 : <u>Sphère privée et publique</u>	
<u>Questions :</u>	<u>Réponses :</u>
À la lumière de votre expérience, comment définiriez-vous la laïcité ?	
Pour vous, quelles grandes distinctions notez-vous entre la laïcité exclusive et d'ouverture ?	
Dimension 2 : <u>Rapport à la religion et aux croyances</u>	
<u>Questions :</u>	<u>Réponses :</u>
Au niveau éducatif, d'après vous, quels sont les fondements de la laïcité d'ouverture ?	
Quelles sont les motivations principales d'une laïcité exclusive ?	
Dimension 3 : <u>Dimension spirituelle de l'enfant et droit</u>	
<u>Questions :</u>	<u>Réponses :</u>
D'après la vision holistique de l'être humain, il est un être bio-psycho-social et spirituel. Que pouvez-vous me dire concernant ce besoin que chaque être humain a et particulièrement chez l'enfant ?	
Est-ce que ces aspects sont abordés dans la formation initiale ou continue des éducateurs de l'enfance ?	

Situations concrètes	
Comment aborderiez-vous la situation suivante : invitation à la fête du " Petit Noël " alors que certains ne fêtent pas Noël ?	
Avez-vous d'autres exemples concrets qui illustrent le rôle de l'EDE par rapport aux croyances ou à la spiritualité des familles ?	
Vous qui vivez dans un pays où une laïcité de type exclusive ou républicaine (ou d'ouverture suivant la personne interviewée) est en vigueur, que pouvez-vous me dire à ce sujet ? Et que pouvez-vous dire du cadre légal en vigueur qui fonde ce type de laïcité ?	
Rôle professionnel EDE et positionnement des institutions	
Y a-t-il des directives au sujet des croyances, pour les professionnels et les bénéficiaires, au niveau des institutions (charte, règlement, projet pédagogique) ?	
Quel est le rôle de l'EDE vis-à-vis des pratiques et signes religieux des familles selon vous et dans votre expérience ?	
Que pourriez-vous me dire par rapport à la place des croyances de l'EDE dans son contexte professionnel ?	
Partenariat EDE- Parents	
Quelles sont les répercussions et grandes différences d'une part de la laïcité exclusive et d'autre part de la laïcité d'ouverture sur le partenariat que l'EDE construit avec les parents ?	
D'après vous, quels sont les éléments clés afin d'établir une communication et un partenariat de confiance avec les parents ?	
Avez-vous encore un élément important dont on n'a pas parlé que vous voudriez rajouter ?	
Avis sur les deux types de laïcité	
Quel est votre avis sur les deux types de laïcité ? Tout d'abord celle exclusive :	
...Et ensuite celle inclusive :	

Annexe 2 : Grilles de dépouillement (extraits)

Dimension 1 : <u>Sphère privée et publique</u>	Laïcité exclusive	Laïcité d'ouverture
Claude Bovay et Raphaël Broquet		<p>p. 145 « La religion se présente aujourd'hui, simultanément, comme une affaire privée et comme une affaire publique. L'individu construit et oriente ses préférences sur le marché religieux : la pluralisation du paysage religieux, la connaissance accrue de religiosités non traditionnelles ont multiplié ses possibilités de choix. Cependant, le processus de construction individuelle/collective d'un soi religieux advient dans un contexte social dans lequel l'appartenance à un groupe religieux conserve une signification pour la majorité de la population. »</p>
Guélamine Faïza	<p>p. 39 « L'espace privé est institué comme espace licite d'expression religieuse. A contrario, l'espace public est considéré comme un espace n'autorisant pas l'expression religieuse. Ces considérations conduisent les professionnels à observer une certaine retenue, lorsqu'il s'agit d'aborder la question religieuse au sein des services et des établissements de l'action sociale et médico-sociale. C'est au moins en partie aussi pour ces motifs que l'on peut comprendre le sens des réflexions des professionnels évoquant la religion comme un sujet tabou ou lorsqu'ils relatent les échanges à propos d'un sujet porteur d'incertitudes et d'inconnus [...] »</p>	
...		

Dimension 2 : <u>Rapport à la religion et aux croyances : Laïcité d'ouverture</u>	Souci d'intégration des signes religieux	Prise en compte du patrimoine	Respect de la liberté des croyances et de conscience
<p>Patrick Banon</p>		<p>p.5 « Comment vivre avec des personnes différentes de soi ? Le défi est immense. Car accepter l'autre dans ses particularités, c'est aussi accepter de perdre une part de sa propre identité.</p> <p>La globalisation nous conduit vers une forme de civilisation mondiale. Un nouvel espace où cohabitent aspirations universelles et particularismes culturels. Chacun peut y revendiquer à la fois une citoyenneté planétaire, l'appartenance à une tradition et un attachement local. »</p>	<p>p. 60 : « Le droit de penser et de faire connaître ses opinions La liberté en général et la liberté d'expression en particulier sont des droits fondamentaux ni altérables ni révocables. Avec le refus de la détention arbitraire, le respect de la présomption d'innocence, l'affirmation de la liberté d'opinion, notamment religieuse, la liberté de pensée est garantie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement. La liberté d'expression a un rôle central dans la garantie des autres libertés fondamentale.</p> <p>En 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme garantit à son tour que tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, « ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». Nul ne peut donc être inquiété pour ses opinions. »</p>
<p>...</p>			

Dimension 3 : <u>Rôle professionnel</u> <u>EDE et</u> <u>positionnement des</u> <u>institutions</u>	Dimension spirituelle de l'enfant et droit	Situations concrètes : rôle professionnel	Partenariat, communication	Cadre institutionnel : Projets pédagogiques	Rôle EDE
Myriam Mony			<p>p.112 Le travail avec les parents induit inévitablement la reconnaissance des liens familiaux et culturels du jeune enfant, sa situation familiale et socioéconomique. Cette exigence devenue une situation à gérer dans l'ensemble des lieux d'accueil amène les éducateurs de jeunes enfants à exercer leur profession en respectant à la fois singularité de chaque enfant reconnu avec ses attachements familiaux et son environnement, tout en contribuant à la conduite d'un projet éducatif cohérent et commun pour tous. La rencontre avec la problématique de la diversité devient inhérente à la pratique professionnelle, et la nécessité de la travailler en formation est un impératif.</p> <p>p. 169 « La relation singulière et individuelle avec les parents et la famille</p>	<p>P.207 Dans les lieux d'accueil collectif, les demandes qui n'ont pas un caractère culturel sont plus facilement satisfaites. En revanche, l'évènement à connotation religieuse, en venant interroger les valeurs de la laïcité et en interférant entre espace privé et espace public, pose problème.</p> <p>En conduisant à produire des connaissances ces singularités deviennent un potentiel : en effet, les reconnaître suppose de trouver la manière la plus juste de les accompagner ; des supports méthodologiques sont développés pour approcher les nombreuses thématiques : par exemple l'analyse de la demande des parents, les situations au quotidiens, l'observation, la</p>	<p>P.113 : Un travailleur social à la frontière entre le social d'intervention et la prévention</p> <p>Ici la prévention est fondée en rapport avec les fondements de la profession, prévention comprise dans le sens suivant : créer les conditions pour un accompagnement éducatif ouvert à tous et de qualité. Il ne s'agit ni de stigmatiser ni de dénier les différences mais d'accompagner les singularités tout en favorisant la possibilité, pour chacun, de trouver sa place avec les autres. Cela suppose de gérer et d'accompagner</p>

			<p>Une rencontre positive avec les parents et les familles</p> <p>Ces inquiétudes étant levées, il est surprenant de constater que les étudiants n'ont plus aucun doute sur la pertinence de la rencontre avec les parents ; ils mesurent alors l'importance de faire connaissance : « Cela permet une continuité pour l'enfant, cela facilite l'échange en cas de difficulté » ; « c'est un contexte de débat, de négociation, d'élaboration commune pour l'enfant. » Cette rencontre suppose un devoir de réserve et engagé la responsabilité en raison des informations reçues.</p>	<p>construction d'un projet en lien avec la pratique.</p>	<p>les processus de négociation en équipe et avec la famille. Exercer cette prévention, c'est développer des modalités d'interventions éducatives pensées et conduites en accompagnant le singulier dans le collectif. C'est aussi accompagner l'éveil de l'enfant à la relation à l'autre et aux autres par une capacité des adultes à respecter la diversité tout en gérant les inégalités dans le cadre des services publics. Il faudra alors accompagner le processus de reconnaissance des attachements familiaux et culturels en étant attentif aux différences au fur et à mesure qu'elles s'expriment, faire le chemin nécessaire pour en comprendre le sens, ou à tout le</p>
--	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					<p>moins le tenter pour proposer les modalités d'accompagnement nécessaires à un fonctionnement collectif. En fait, il s'agit de penser l'accueil avant l'entrée dans un équipement petite enfance, pendant l'accueil et après.</p> <p>Le passage en équipement petite enfance est un moment qui contribue à fonder le processus de socialisation chez le jeune enfant ; de ce fait, l'enfant est accompagné dans un contexte qui va marquer ses premières expériences hors du milieu familial et l'introduire dans la société.</p>
...					

Annexe 3 : Extraits de la retranscription d'un entretien enregistré

Interview Madame Morel

M – Moi, j'ai,... j'ai, j'ai... beaucoup aimé l'exemple euh... et je le cite dans mon ouvrage, de la ville de Lyon. Autour des cantines scolaires.

R – Hum, hum

M – euh... bon je l'explique maintenant parce que... je, j'y ferai peut-être référence après. Euh... en fait, euh... le, le, l'adjoint à l'éducation à l'époque hein, à la ville de Lyon euh... il a, il a, il a pris conscience que euh dans les cantines euh c'était un vrai problème, parce qu'il y avait des enfants qui mangeaient pas de porc, qui mangeaient pas de euh...qui mangeaient hallal, qui mangeaient casher, qui étaient végétariens, qui étaient végétaliens, qui étaient, qui avaient des régimes alimentaires, qui avaient...et c'était, et c'était infernal et du coup, euh...en plus, en plus, je pense que aujourd'hui, on sait bien que la cantine euh... et, et, et quand même le lieu où les enfants mangent le seul repas équilibré de la journée ! Pour la majorité d'entre eux. Puisqu'ils rentrent tard, ils sont fatigués, les parents ont pas beaucoup le temps et tatati, tatata et du coup, ben quelques fois le soir c'est un peu rapide ça dépend mais bon, voilà ! En tout cas, la responsabilité du service public

R – Oui

M – C'est euh... de garantir euh... un repas équilibré à tous les enfants, voilà ! Or, c'était plus le cas, parce qu'avec toutes ces demandes à n'en plus finir, les, les, les responsables de, de, de cantine ne s'en sortaient pas. Alors l'adjoint à l'éducation, il a constitué un groupe... hum hum... avec hum hum...avec l'aide de la Licra qui est la ligue euh... contre le racisme et « l'antisémitique »

M – Et l'antisémitisme euh... constitué un groupe de représentants de toutes les religions... donc les musulmans, les, les catholiques, les, les protestants, les ju, les juifs, les, les bouddhistes... mais aussi les Droits de l'Homme, euh... mais aussi euh... les œuvres laïques euh... la ligue de l'enseignement, euh... en fait, euh toutes les religions, les courants philosophiques, les courants de la laïcité... mais aussi les représentants du service, des parents, euh... des, des, des professionnels de l'alimentation, direction du service, et, et il a dit euh... cet élu euh et bien il faut qu'on trouve une solution ensemble.

R – Hum, hum

M – Parce que euh, il faut que tous les enfants, euh... mangent bien aux repas à la cantine et on est euh dans un contexte de laïcité mais il faut qu'on trouve une solution commune parce qu'on va pas s'en sortir ! ...Et donc le groupe a travaillé, et ça a mis plusieurs mois, et au bout de 6 mois, et bien ils sont arrivés à la solution suivante qui est : que, euh... tous les jours y a un repas avec viande et un repas sans viande et que les parents choisissent, voilà !

R – Voilà.

M – Pour leurs enfants... puisque se sont de jeunes enfants après... bon... voilà...Ce que je trouve très intéressant dans, dans..., dans cette histoire, c'est que ça veut dire que les institutions laïques sont capables de parler et d'être partenaires de euh..., toutes les, toutes les, les, les organisations confessionnelles, hein ! On... on... on est pas en absence de, de... on est pas schizophrènes, quoi hein !

R – Oui

M – Le vivre-ensemble c'est vraiment d'parler ensemble, quoi et chercher des solutions ensemble...

R – Oui.

M – Voyez ?

R – Hum, hum.

Interview Monsieur Lorand

M – Dans l'urgence ! Je me souviens, par exemple d'un évènement euh... qui s'est passé euh... dans une classe... primaire, c'était, c'était, c'était pas dans le cadre de... de petite enfance mais je crois que c'était des enfants de troisième primaire euh y avait eu euh un des, des, des camarades de classe qui était décédé... suite à un accident ou d'une maladie j'me souviens plus ! Du coup, on a fait ce que l'on fait la plupart du temps, c'est qu'on a, on a organisé, on va se préoccuper du bien-être psychologique de l'enfant ! On va faire venir une psychologue mais on... on pense pas que l'aspect spirituel est impacté et, et c'est, c'est p't-être bien de prendre en compte l'aspect euh... l'aspect psychologique mais l'aspect spirituel lui on, on s'est pas rendu compte que... en prenant en compte euh... des questions d'ordres psychologiques euh, en fait on a, on a symbolisé... on a, on a thématisé ... et on est venus... insensiblement mais, mais de façon... très claire donner des... des éléments de concepts religieux, complètement laïcs ! La psychologue en question, elle a... elle a repris euh... la, la, la jolie image qu'on a dans le..., le dessin animé euh Le Roi Lion, euh où euh... le grand roi Mufasa a dit à son fils : « Tu verras, quand je serai mort... monte sur la colline, tu regarderas le ciel et je, ... et les étoiles euh sont les rois du passé etc. » C'est quand même une très jolie image mais... c'est une image religieuse, c'est à dire qu'elle donne une réponse à... à une question angoissante qu'est la question de la mort pour laquelle les humains ont... ont besoin d'un bout de réponse mais c'est, mais c'est une réponse qui est laïque, qui est moderne euh qui a peut-être probablement euh... des racines religieuses euh... aussi bien euh chrétienne, musulmane ou dans les religions plus libres, ou dans d'autres religions mais j pense que la psychologue quand elle a fait ça, elle s'est... euh avancée un peu... plus loin que... juste euh... euh... sur le plan psychologique. Elle a donné une réponse religieuse... et on a pu constater que cette réponse-là, si elle a aidé bon nombre d'enfants euh... pis que ça les a calmés etc., y en a aussi d'autres que ça a perturbés !

R – Hum, hum

M – C'est à dire, parce que c'est, c'était quelque chose qui... euh... qui était pas leur propre réponse mais qui était celle d'un adulte 'fin ça a... qui était pas forcément autorisé, qui entrait peut-être en conflit avec euh... les représentations que les... parents, eux avaient ... de, de, de la question de, de la vie après la mort. Et euh... des enfants qui se levaient la nuit pour observer les étoiles et pour demander où était leur petit camarade

R – Hum, hum

M – Et pis euh... et pis ou les parents étaient un peu surpris... ils se demandaient s'il faisait des cauchemars etc.... donc j pense qu'il faut être prudent ... dans les réponses qu'on donne, ça veut pas dire qu'on doit p'..., j' préfère qu'on en donne pas et qu'on accompagne les questions.

R – Oui

M - ... Ou alors on a un mandat spécial hein, on est dans une institution catholique... les parents partagent euh... les, les, les mêmes conceptions

R – Hum, hum

M – Et pis, c'est... OK que... l'on donne un certain nombre de réponses qui sont les réponses officielles de l'Église catholique, mais si c'est pas le cas et c'est... rarement le cas quand même euh dans le domaine de la petite enfance hein !... et bien... plutôt qu'on soit, qu'on soit ouvert à accompagner les questions et qu'on laisse en suite euh... euh... les enfants répondre eux-mêmes à ces questions-là, leur famille etc.

Annexe 4 : Articles de loi

Convention relative aux droits de l'enfant :

Article 2

1. Les Etats parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.

Article 14

1. Les Etats parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

2. Les Etats parties respectent le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être soumise qu'aux seules restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour préserver la sûreté publique, l'ordre public, la santé et la moralité publiques, ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui.

Constitution fédérale de la Confédération suisse :

Chapitre 1 Droits fondamentaux

Article 15 : Liberté de conscience et de croyance

1. La liberté de conscience et de croyance est garantie.

2. Toute personne a le droit de choisir librement sa religion ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté.

3. Toute personne a le droit d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir et de suivre un enseignement religieux.

4. Nul ne peut être contraint d'adhérer à une communauté religieuse ou d'y appartenir, d'accomplir un acte religieux ou de suivre un enseignement religieux.